

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1298

28 mai 2008

SOMMAIRE

| | | | |
|--|--------------|---|--------------|
| ABN AMRO Life S.A. | 62260 | Immeubles Six Sàrl | 62258 |
| Alessana S.A. | 62294 | Immoassur S.à r.l. | 62270 |
| Alis S.A. | 62260 | Initiative Campus Europae Luxembourg | |
| Banque Delen Luxembourg S.A. | 62271 | A.s.b.l. | 62268 |
| B.B. Finco | 62304 | International Soccer Consulting S.A. | 62261 |
| B Château VII S.à r.l. | 62258 | KBC Financial Indemnity Insurance | 62270 |
| Bergerat Monnoyeur | 62304 | Lindhold S.A. | 62260 |
| Biotech Foods S.à r.l. | 62266 | Lindhold S.A. | 62259 |
| B & T S.A. | 62269 | Maaskade S.à r.l. | 62263 |
| Capitalia Luxembourg S.A. | 62264 | Media - Assurances S.A. | 62266 |
| Central European Participation S.à r.l. | 62266 | MR Façade S.à r.l. | 62263 |
| CLT-UFA | 62264 | NOVOPHALT OVERSEAS, Société An- | |
| Conspirito S.A. | 62262 | onyme | 62269 |
| Diemmevi S.A. | 62269 | Orion Participations S.A. | 62304 |
| Dynamic Systems S.A. | 62265 | Park Capital Mezzarive S. à r.l. | 62263 |
| Dynamic Systems S.A. | 62265 | PM Logistic Center Luxembourg | 62258 |
| Ekdhall SA | 62261 | Prora S.A. | 62262 |
| Eni Lux S.à r.l. | 62261 | RTL Group S.A. | 62259 |
| Eurocom Publicity S.A. | 62268 | Saila S.A. | 62264 |
| Europa Real Estate II US S.à r.l. | 62268 | Saila S.A. | 62265 |
| European Hotel Venture Feeder S.C.A. | | Sàrl Simca | 62276 |
| | 62276 | Services Généraux de Gestion S.A. | 62267 |
| Eurosquare 3TE S.à r.l. | 62293 | Sustain S.A. | 62294 |
| Favorite Investment s.à r.l. | 62273 | Tamper Technology S.A. | 62303 |
| Filmlux S.A. | 62270 | Texinvest Luxembourg S.A. | 62267 |
| Fixe | 62267 | Tricar S.à r.l. | 62275 |
| Geca Holding S.à r.l. | 62259 | UBI Management Company S.A. | 62262 |
| Generali Investments SICAV | 62304 | World Chemicals S.A. | 62265 |
| Homac Aviation S.A. | 62302 | | |

Immeubles Six Sarl, Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 104.541.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008058352/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2008, réf. LSO-CP02327. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080065119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2008.

B Château VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 122.953.

Mise à jour

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant les associés de la société B Chateau VII S.à r.l.:

- WB International Holdings VII S.à r.l.
- WB Co-Investment International Holdings VII S.à r.l.

dont le siège social a été transféré du 8-10, rue Mathias Hardt L-1717 Luxembourg au 33, avenue Monterey L-2163 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2008.

Pour B Chateau VII S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008059732/1005/22.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08287. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2008.

PM Logistic Center Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 108.825.

Extrait du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue de manière extraordinaire à la date du 13 février à 14 heures

1. L'assemblée décide de révoquer la société EUROTRUST S.A., établie et ayant son siège à L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer, de ses fonctions de Commissaire aux Comptes.

2. L'assemblée décide de nommer comme nouveau Commissaire aux Comptes la société L.P.F. LUX S.à r.l. RCSL B93.635, avec siège social au 5, rue du Kiem, L-1857 Luxembourg. Le nouveau Commissaire aux Comptes terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2008.

Pour extrait conforme

Le Conseil d'administration

Signature

Référence de publication: 2008060419/7343/20.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01314. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

RTL Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 10.807.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 16 avril 2008, que:

L'Assemblée générale ratifie et confirme la nomination en tant qu'administrateur de Monsieur Hartmut Ostrowski coopté lors de la réunion du Conseil d'administration du 7 décembre 2008, avec effet au 1^{er} janvier 2008, pour un mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

L'Assemblée générale décide de renouveler pour une période d'un an, prenant fin à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008, le mandat de commissaire aux comptes de la société PricewaterhouseCoopers Sàrl établie et ayant son siège social à L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch, et de renouveler pour une période de un an, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes 2008, le mandat conjoint de réviseur d'entreprises aux comptes consolidés de la société PricewaterhouseCoopers Sàrl préqualifiée et de la société KPMG Audit Sàrl, établie et ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060421/1433/25.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08413. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Geca Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 251.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 85.067.

Le bilan de la société au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060399/655/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2008, réf. LSO-CP06667. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Lindhold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.708.

Le bilan de la société au 30 juin 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060396/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09549. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Lindhold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.708.

Le bilan de la société au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008060394/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09551. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Alis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 132.284.

Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 avril 2008, acte n ° 173 par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques DELVAUX
B.P. 320, L-2013 Luxembourg
Notaire

Référence de publication: 2008060395/208/14.

(080067118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

ABN AMRO Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 53.983.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 7 avril 2008

1. L'assemblée décide de renouveler le mandat pour une période s'achevant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2009 des administrateurs suivants:

- A. Baronnet (Administrateur-Délégué)
- P. Aelbers
- J. Koopman
- P. Croockewit
- P. Lembrechts
- T. Hirdman

2. L'assemblée confirme la nomination d'Ernst & Young en qualité de réviseur d'entreprises en date du 10 août 2007 sur instruction de ABN AMRO Holding N.V. et décide de nommer à nouveau, pour un terme d'un an la société Ernst & Young en qualité de réviseur d'entreprises.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2008.

Pour extrait et traduction conformes
ABN AMRO Life S.A., Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2008060439/1971/26.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00726. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Eni Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7621 Larochette, 8B, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 113.326.

—
Extrait des résolutions adoptées par les associés de la Société le 29 avril 2008

Il résulte des résolutions des associés du 29 avril 2008 que:

- Les associés ont nommé Madame Asifa KUC, née le 8 mai 1977, demeurant à L-7621 Larochette, 8b, rue du Moulin, en tant que gérante supplémentaire de la Société, avec effet immédiat.
- Les associés ont décidé que la Société sera engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2008.

Pour extrait conforme

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2008060393/7343/19.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09619. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Ekdhall SA, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 83.657.

—
Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} avril 2008, acte n^o 168 par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques DELVAUX

B.P. 320, L-2013 Luxembourg

Notaire

Référence de publication: 2008060392/208/14.

(080067184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

International Soccer Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1138 Luxembourg, 5, rue des Arquebusiers.

R.C.S. Luxembourg B 136.443.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de la réunion du conseil d'administration du 30 avril 2008

Conformément à l'article 13.1 des statuts, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité de:

- déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Michael Becker, demeurant au 5, rue des Arquebusiers, L-1138 Luxembourg, et ce pour une durée indéterminée.

Monsieur Michael Becker portera le titre d'Administrateur-délégué de la société et partant pourra engager la société par sa seule signature exclusive respectivement par sa co-signature obligatoire pour toutes les affaires relevant de la gestion journalière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

INTERNATIONAL SOCCER CONSULTING S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060389/780/21.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01292. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

UBI Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 47, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 81.255.

Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} avril 2008, acte n^o 167 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques DELVAUX

B.P. 320, L-2013 Luxembourg

Notaire

Référence de publication: 2008060390/208/14.

(080067192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Conspirito S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 80.104.

Le bilan de la société au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060410/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09556. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Prora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 47.377.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 16 avril 2008*

Monsieur DE BERNARDI Alexis est renommé administrateur pour une nouvelle période de trois ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Monsieur ROSSI Jacopo, employé privé, né le 20.04.1972 à San Dona di Piave (Italie), et Monsieur VEGAS-PIERONI Louis, expert-comptable, né le 26.09.1967 à Fameck (France), domiciliés professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, sont nommés nouveaux administrateurs de la société en remplacement de Monsieur SCHAUS Adrien et de Madame SCHEIFER-GILLEN Romaine, administrateurs sortants. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Monsieur REGGIORI Robert, expert-comptable, né le 15.11.1966 à Metz (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouveau commissaire aux comptes de la société en remplacement de Madame RIES-BONANI Marie-Fiore, commissaire sortant. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

PRORA S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2008060261/545/26.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00599. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Park Capital Mezzarive S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 129.600.

By circular resolutions of the 1st April 2008, the directors of Park Capital Holding, S. A., a limited liability company (société anonyme), having its registered office at L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Section B no B121 962, existing and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg,

Have unanimously resolved to appoint Ms Sylvie Lexa as manager of the Company from this date.

From 1st April 2008, the managers of the Company are Mr Alain Driancourt and Ms Sylvie Lexa.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement:

Par résolution du 1^{er} avril 2008, et conformément à l'article 9 des statuts de ladite société, le conseil d'administration de Park Capital Holding S.A. - société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, et enregistrée au Registre du Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B121 962 -

a approuvé à l'unanimité la nomination Mme Sylvie Lexa, avec adresse au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, au poste de gérant de Park Capital Mezzarive Sàrl à compter de cette date.

A partir du 1^{er} avril 2008, les gérants de la société sont Mr Alain Driancourt et Mme Sylvie Lexa.

Signature.

Référence de publication: 2008060234/7091/24.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01933. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

MR Façade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 119.822.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008060232/5638/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01979. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Maaskade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 67.495.

Suite au transfert de siège social et du changement de dénomination de l'associée unique, la dénomination de l'associée a été modifiée de NOWA HOLDING LIMITED en NOWA HOLDING S.à r.l. avec siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/04/08.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MAASKADE S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008060385/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 avril 2008, réf. LSO-CP09808. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Capitalia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 15.936.

Il résulte des résolutions du Procès-verbal du Conseil d'Administration en date du 27 mars 2008 que:

- M. Gianfranco IMPERATORI, Administrateur de sociétés, né à Rome le 23 juillet 1936, demeurant professionnellement à Luxembourg, boulevard Royal, 26, a été nommé Président du Conseil d'Administration;
- M. Antonio MUTO, Sous Directeur Général de UniCredit Banca di Roma SpA - Roma et Sous Directeur Général de UniCredit Banca d'Impresa - Verona, né à Cava dei Tirreni le 16 septembre 1957, demeurant professionnellement à Luxembourg, boulevard Royal, 26, a été nommé Vice-Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CAPITALIA LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2008060397/58/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 avril 2008, réf. LSO-CP09977. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

CLT-UFA, Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 6.139.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de la réunion du Conseil d'administration tenue au siège social le 4 mars 2008, que:

Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Fons van Westerloo en sa qualité d'administrateur, avec effet au 1^{er} février 2008.

Le Conseil d'administration décide à l'unanimité de coopter, comme administrateur, en remplacement de Monsieur Fons Van Westerloo, démissionnaire, et à compter de ce jour, Monsieur Bert Habets, Chief Executive Officer RTL Nederland, ayant son adresse professionnelle à L-1543 Luxembourg boulevard Pierre Frieden, 45 pour une durée se terminant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes 2007.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060426/1433/22.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08401. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Saila S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.717.

Le bilan de la société au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060406/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09559. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Dynamic Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 19.894.

Le bilan de la société au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008060404/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09565. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Saila S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.717.

Le bilan de la société au 30 juin 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008060408/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09558. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Dynamic Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 19.894.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008060403/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2008, réf. LSO-CP09566. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

World Chemicals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 92.918.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 28 avril 2008.

Paul BETTINGEN
Notaire

Référence de publication: 2008060384/202/12.

(080067055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Media - Assurances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 20.311.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 28 mars 2008, que:

L'Assemblée générale décide à l'unanimité de proroger les mandats comme administrateurs de Messieurs Pierrot Gieres, Elmar Heggen et Romain Mannelli ayant leur adresse professionnelle à L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden pour une durée se terminant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes 2008.

L'Assemblée générale décide de proroger le mandat de Monsieur Eric Ambrosi en qualité de commissaire aux comptes, ayant son adresse professionnelle à L-1543 Luxembourg, pour un mandat d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060428/1433/22.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08406. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Central European Participation S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 29, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 104.952.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n^o 48239 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2008060429/211/12.

(080067017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Biotech Foods S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 697.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.570.

Extrait des résolutions de l'associé unique de BIOTECH FOODS Sàrl prises en date du 15 avril 2008.

A démissionné de ses fonctions de gérante avec effet au 15 avril 2008:

- Marie-Claire Haas, née le 14 mai 1956 à Arlon (B), demeurant professionnellement au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

A été nommée aux fonctions de gérante avec effet au 15 avril 2008 pour une période illimitée:

- Nathalie Crahay, née le 21 août 1957 à Sprimont (B) demeurant professionnellement au 51, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour extrait conforme

Michel Thill

Gérant

Référence de publication: 2008060436/5874/20.

Enregistré à Luxembourg, le 22 avril 2008, réf. LSO-CP07263. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Fixe, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 28.740.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 21 avril 2008

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Jean-Michel Gelhay, Vincent Planche, Alain Léonard et Alexander Schoen en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2009,
2. de réélire KPMG Audit S.à r.l. en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2009.

Luxembourg, le 29 avril 2008.

Pour FIXE

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Jean-Michel GELHAY / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2008060448/34/21.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01289. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Texinvest Luxembourg S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 106.365.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008060447/242/12.

(080066948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

SGG, Services Généraux de Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 65.906.

Auszug aus dem Protokoll der Sitzung der Ordentlichen Generalversammlung vom 22. April 2008

Die Mandate der Herren Friedrich Carl JANSSEN, persönlich haftender Gesellschafter der Sal. Oppenheim jr. & Cie S.C.A. geschäftsansässig in Luxembourg, Dr. Christian A. CAMENZIND, geschäftsführender Direktor der Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie (Schweiz) AG, geschäftsansässig in Zürich, Francois PAULY, General Direktor der Sal. Oppenheim jr. & Cie S.C.A. geschäftsansässig in Luxembourg, Hubert JACOBS VAN MERLEN, CEO IEE, geschäftsansässig in Contern und Paul MOUSEL, licencie en droit, geschäftsansässig in Luxembourg, Verwaltungsratsmitglieder sind für weitere 3 Jahre bis zur jährlichen Generalversammlung von 2011 verlängert.

Luxemburg, den 23. April 2008.

Für beglaubigten Auszug

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., SGG

Corinne BITTERLICH / Christoph KOSSMANN

Sous Directeur / Secrétaire Général du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2008060315/795/21.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ00946. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Europa Real Estate II US S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 103.096.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 mai 2008.
Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2008060363/239/12.
(080067152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Eurocom Publicity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 109.066.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 avril 2008

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 30 avril 2008, que:

L'assemblée a décidé de révoquer Monsieur Ahmed Mechachti de son mandat de Commissaire aux comptes et de nommer le Dr Peter Hamacher, employé privé, né le 22 juin 1966 à Aachen (Allemagne), demeurant à L-1258 Luxembourg, 5, rue Jean-Pierre Brasseur, à la fonction de Commissaire aux comptes, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 30 avril 2008.
EUROCOM PUBLICITY S.A.
François Georges / Edouard Georges
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008060362/5710/21.
Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01098. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Initiative Campus Europae Luxemburg A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-5374 Münsbach, 31, rue du Parc.
R.C.S. Luxembourg F 707.

DISSOLUTION

Extrait de la décision des associés tenue le 14 avril 2008 au siège de la société

Les associés confirment, à l'unanimité, la fermeture effective de l'association luxembourgeoise à savoir INITIATIVE CAMPUS EUROPAE LUXEMBURG A.S.B.L.. Conformément à l'article 23 des statuts, l'actif et le passif seront attribués à EUROPEAN UNIVERSITY FOUNDATION-CAMPUS EUROPAE.

EUROPEAN UNIVERSITY FOUNDATION-CAMPUS EUROPAE reprendra toutes les dettes et dépenses qui pourraient survenir après la clôture de l'association.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
INITIATIVE CAMPUS EUROPAE LUXEMBURG A.S.B.L.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008060246/780/21.
Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01293. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Diemmevi S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 134.558.

Le Conseil d'administration prend acte du changement d'adresse de Monsieur GAGLIARDI Nicola résidant au 56, Via del Commercio, I-36078 Vicenza.

Luxembourg, le 25 avril 2008.

DIEMMEVI S.A.

Régis DONATI

Administrateur

Référence de publication: 2008060258/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ00936. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

B & T S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 142, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 61.546.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciare Bastian s.a.

Liquidatrice

Maurice Bastian

L'administrateur délégué

Référence de publication: 2008060233/675/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01931. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

NOVOPHALT OVERSEAS, Société Anonyme, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 28.622.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait

Par jugement rendu en date du 10 mars 2008, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 15 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

Société anonyme NOVOPHALT OVERSEAS S.A avec siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, siège dénoncé depuis le 17 octobre 2006, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 28 622,

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Anita LECUIT et liquidateur Maître Nathalie FRISCH, avocat demeurant à Luxembourg.

Il ordonne au créancier de faire la déclaration de leurs créances avant le 31 mars 2008 au greffe de la sixième chambre de ce tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Nathalie FRISCH

1, rue JP Brasseur, L-1258 Luxembourg

Le liquidateur

Référence de publication: 2008060262/1537/24.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ00988. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Immoassur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4130 Esch-sur-Alzette, 53, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 127.033.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008060230/5638/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01973. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

KBC FII, KBC Financial Indemnity Insurance, Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 75.878.

Le bilan au 31 décembre 2007 de la société KBC Financial Indemnity Insurance a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008060214/2153/15.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01524. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Filmlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 33.300.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 31 Mars 2008, que:

L'Assemblée générale prend acte de la démission comme administrateur de Monsieur Fons van Westerloo, avec effet au 1^{er} février 2008 et décide de nommer en remplacement Monsieur Patrick Olde Scholtenhuis ayant son adresse professionnelle à NL-1217 GP Hilversum, Sumatralaan, 47, pour une durée d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

L'Assemblée générale décide de renouveler les mandats comme administrateurs de Monsieur Christian Hauptmann, ayant son adresse professionnelle 45, boulevard Pierre Frieden L-1543 Luxembourg, ainsi que de la société CLT-UFA S.A. ayant son siège social au 45, boulevard Pierre Frieden L-1543 Luxembourg, représentée par Monsieur Marcus Oswald, pour une durée d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat comme Réviseur d'entreprises, la société KPMG Audit Luxembourg ayant son siège social 9, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, pour un durée d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, recueil spécial des sociétés et associations.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008060430/1433/27.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2008, réf. LSO-CP08396. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Banque Delen Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 27.146.

—
Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 5 février 2007 tenu au siège social

Le Conseil d'administration a décidé:

1. d'accorder les délégations de pouvoirs suivantes:

Délégation de pouvoirs

Délégation des pouvoirs de signatures de la Banque Delen Luxembourg conformément aux articles 16 et 17 des statuts

Conformément aux articles 16 et 17 des statuts de la Banque Delen Luxembourg, et en vertu d'une décision du Conseil d'Administration, les mandataires mentionnés ci-après ont pouvoir de représenter la Banque Delen Luxembourg (la Banque).

1. Les présents pouvoirs de représentation entrent en vigueur le 18 décembre 2007 et mettent fin à la même date à tous les pouvoirs antérieurement accordés par le Conseil d'Administration

2. Les délégations de pouvoirs concernent les opérations mentionnées au point 4 ci-dessous et seront déterminées pour chaque type d'opération:

- la catégorie des préposés de la Banque qui sont dûment mandatés pour représenter la Banque;
- les pouvoirs de ces préposés pour agir soit seul soit deux à deux.

3. Les différentes catégories de préposés de la Banque sont reprises par différentes catégories de pouvoirs, à savoir A, B, C et D. Un préposé d'une catégorie plus élevée est toujours habilité pour représenter la Banque pour des opérations qui exigent des pouvoirs de représentation d'une catégorie moins élevée.

4. Les opérations, les catégories de préposés concernés et les exigences minimales en matière de signatures sont déterminées suivant le tableau ci-après:

| DEFINITION DES POUVOIRS OPERATIONS | Signature(s) minimum requises A>B>C>D |
|---|--|
| - Tous les actes engageant la Banque dans le cadre de la gestion journalière | A + A |
| - Tous actes, documents et lettres accordant, modifiant, suspendant ou dénonçant un crédit, sous quelque forme que ce soit, y compris les crédits documentaires | |
| - Toutes garanties, cautionnements, acceptations et avals d'effet de commerce donnés par la Banque | A+A |
| - Toutes demandes et confirmations d'emprunt et de placement de toute nature ⁽¹⁾ | |
| - Transmission verbale ou écrite d'ordre de bourse et d'opérations de change auprès de toute contrepartie professionnelle tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger; la signature de confirmation écrite de tous ordres de bourse et de toutes pièces nécessaires y relatives | C |
| - Ordres de paiements et de transferts de titres ⁽¹⁾ | * jusqu'à EUR 400.000: B+D * jusqu'à EUR 2.500.000: A+B * au delà: A+A |
| - Contrats d'achat et de vente de devises, au comptant et à terme, opérations d'échange de devises et/ou de taux d'intérêt, d'achats ou ventes de contrats futurs ou d'options | * jusqu'à EUR 400.000: B+D * jusqu'à EUR 2.500.000: A+B * au delà: A+A |
| - Transferts de titres et cash entre comptes internes et externes ouverts au nom de la Banque | B + D |
| - Reçus, quittances et accusés de réception, d'espèces, de titres, de coupons, de chèques, d'effets, de billets à ordre ou de toutes autres valeurs ou objets, à moins qu'ils ne soient établis au moyen de machines à impression spéciales automatique | D |
| - Avis de débit et de crédit, décomptes et bordereaux ⁽¹⁾ | |
| - Correspondance ordinaire n'impliquant aucun engagement | D |

⁽¹⁾ Pour toutes les opérations qui, suivant les usages bancaires, font l'objet d'une confirmation par télex ou imprimée de façon automatique, l'avis de confirmation ne portera aucune signature

Signatures autorisées -A-:

HAVAUX Philippe

CAMMAERT Serge
LAHAYE Yves
RAMON Freddy

Signatures autorisées -B-:

LEMMENS Roland
MARQUET Olivier

Signatures autorisées -C-:

ALBERTI Raoul
GENY Claudia
HAVAUX Olivier
ROSENFELD Dania
STEENHAUT Benoît
YANNAKIS Dimitri

Signatures autorisées -D-:

BEHEM Jean-Luc
BEINSTEINER Bernard
BERTRAND Brigitte
CLAREN Olivier
DESSEYN Andy
DIDIER Nadine
GOBRON Cyril
GREGORIO Luca
GROOMBRIDGS Laurence
HAMAIDE Alain
JACQUEMIN Carine
KRINGS Aloys
LALLEMAND Anne-Françoise
LECHAT Stefaan
LIBERT Olivier
LIBOIS Pierre
MARINO Francesco
MARQUES DA Silva Maria
MATHIEU Elisabeth
MATHIEU Géraldine
MIGNON Stéphan
MOREL François
PEIFFER Philippe
PIERRE Michèle
POULEUR Michel
RIGO François-Michel
ROBILLARD Nathalie
SCHEER Laurent
SCHMITZ Thierry
STEPHANY David
THILL Ghislaine
VOS Marcel

Pour extrait conforme

Philippe Havaux / Serge Cammaert

Référence de publication: 2008060865/660/108.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2008, réf. LSO-CQ00015. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Favorite Investment s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 8, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 138.314.

STATUTS

L'an deux mille huit, le dix-sept avril.

Par devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Madame Carine MICHEL, commerçante, demeurant à L-2163 Luxembourg, 8, avenue Monterey.

Laquelle comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Favorite Investment s.à.r.l."

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

De manière générale, la société pourra passer tous actes et prendre toutes dispositions de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (Eur 31.000,-) divisé en cent (100) parts sociales de trois cent dix Euros (Eur 310,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cinq cents Euros (Eur 1.500,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention de la comparante qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

La comparante reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, la comparante déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et souscrites comme suit:

| | parts sociales |
|----------------------------------|----------------|
| - Madame Carine MICHEL | 100 |
| TOTAL: | 100 |

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil huit.

Assemblée générale

La fondatrice prénommée, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constituée en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-2163 Luxembourg, 8, avenue Monterey.
- 2) La société sera gérée par un gérant: Madame Carine MICHEL, commerçante, née à Paris, France, le 27 avril 1966, demeurant à L-2163 Luxembourg, 8, avenue Monterey.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiée au moyen d'une copie de sa carte d'identité.

Signé: C. MICHEL, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 18 avril 2008, Relation: CAP/2008/1223. — Reçu cent cinquante cinq euros. 31.000 à 0,5% = 155,-€.

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 30 avril 2008.

Camille MINES.

Référence de publication: 2008060936/225/108.

(080067687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Tricar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5691 Ellange, 41, Zone d'Activité Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 88.142.

L'an deux mille huit, le quatorze avril.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, soussigné.

Ont comparu:

1) Patrick NOCKELS, maître carrossier, demeurant à L-8053 Bertrange, 60, rue des Champs, et,

2) Anselmo TAVARES DE ALMEIDA, débosseleur, demeurant à L-5638 Mondorf-les-Bains, 12, rue du Moulin,

associés de la société TRICAR S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-5691 Ellange, 41, Zone d'Activité Triangle Vert, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B88.142, constituée suivant acte Réginald NEUMAN de Luxembourg en date du 21 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1339 du 16 septembre 2002, modifiée suivant assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2004, dont un extrait a été publié au dit Mémorial C, numéro 24 du 11 janvier 2005.

Les comparants prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés constatent que Jeff BIDINGER, ingénieur industriel, demeurant à L-5654 Mondorf-les-Bains, 14, avenue Grande-Duchesse Charlotte, a cédé ses quatre cent vingt (420) parts sociales de la société, comme suit:

- à Patrick NOCKELS, susdit, cent soixante-dix (170) parts pour le prix de cinq mille cent (5.100,-) euros, suivant cession sous seing privé datée du 28 mars 2008, enregistré à Luxembourg-Sociétés le 2 avril 2008, référence LSO CP / 00808, déposé au Registre du Commerce le même jour, référence L080049180.08, et,

- à Anselmo TAVARES DE ALMEIDA, susdit, deux cent cinquante (250) parts pour le prix de sept mille cinq cents (7.500,-) euros, suivant cession sous seing privé datée du 28 mars 2008, enregistré à Luxembourg-Sociétés le 2 avril 2008, référence LSO CP / 00807, déposé au Registre du Commerce le même jour, référence L080049180.07.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, ils décident de modifier le deuxième alinéa de l'article 6 des statuts comme suit:

" **Art. 6. deuxième alinéa.** Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

| | |
|---|--------|
| 1. Patrick NOCKELS, cinq cents parts | 500 |
| 2. Anselmo TAVARES DE ALMEIDA, cinq cents parts | 500 |
| Total: Mille parts sociales | 1.000" |

Troisième résolution

Les associés, agissant en leur qualité de gérant technique pour Patrick NOCKELS, et gérant administratif pour Anselmo TAVARES DE ALMEIDA, acceptent au nom de la Société les cessions susmentionnées, conformément à l'article 1690 du Code Civil et dispensent les cessionnaires à faire signifier lesdites cessions à la Société, déclarant n'avoir aucune opposition et aucun empêchement à faire valoir qui puissent arrêter leur effet.

Quatrième résolution

Les associés décident de modifier l'article 3 des statuts pour le mettre en conformité avec l'assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2004, susmentionnée, au cours de laquelle, le siège social avait été transféré de Mondorf-les-Bains à Ellange.

" **Art. 3.** Le siège social est fixé à Ellange. Il pourra être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg, par décision des associés."

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signe: TAVARES DE ALMEIDA, NOCKELS, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 29 avril 2008, Relation: REM/2008/570. - Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 7 mai 2008.

Roger ARRENSDORFF.

Référence de publication: 2008060007/218/54.

(080067291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Sàrl Simca, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5310 Contern, 2, place de la Mairie.

R.C.S. Luxembourg B 99.844.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008060141/1420/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2008, réf. LSO-CP07843. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080066866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

European Hotel Venture Feeder S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 138.278.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the fifteenth day of April.

Before the undersigned Maître Gérard Lecuit, notary residing at Luxembourg.

There appeared:

1. AXA Real Estate Investment Managers France S.A., a French société anonyme, having its registered office at Cœur Défense, Tour B, La Défense, 100, Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cédex (registered under number 397 991 670 R.C.S. Nanterre),

represented by M^e Nicolas GAUZES, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 14 April 2008.

2. European Hotel S.A., a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, incorporated under Luxembourg law pursuant to a deed of the undersigned notary dated of 11 March 2008, in process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies;

represented by M^e Nicolas GAUZES, prenamed,

by virtue of a proxy given on 14 April 2008.

The above proxies, initialled *ne varietur* by the proxy holders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated her above, have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they declared to organize among themselves.

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form, Corporate name

1.1. There is hereby established among the subscribers and all persons who may become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg company under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which shall be governed by the law of the Grand Duchy of Luxembourg of August 10, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto (the «Law») and by the present articles (the «Articles»).

1.2. The Company will exist under the corporate name of "EUROPEAN HOTEL VENTURE FEEDER S.C.A." (the "Company").

2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2. The General Partner (as defined hereafter) is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

2.3. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

3. Object

3.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2. The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to companies forming part of the group of companies to which the Company belongs (hereafter referred to as the «Connected Companies»). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.4. The Company may in particular enter into the following transactions:

3.4.1. to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.4.2. to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any bonds or any other type of debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.4.3. to enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counterparty;

3.4.4. to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision;

3.4.5. to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other lease agreements, contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object; and

3.4.6. to make the acquisition of the business and the properties of hotels and enter into financial leases agreements through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or directly (but then outside Luxembourg and on a temporary basis only).

It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

4. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Chapter II. - Capital, Shares

5. Share capital

5.1. The subscribed capital is fixed at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by one (1) share of Unlimited Shareholder («actions de commandité», herein defined as «Class A Shares») and thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) shares of Limited Shareholder («actions de commanditaire», herein defined as «Class B Shares»; together, with the Class A Shares, herein as the «Shares»), with a par value of one Euro (EUR 1.-) each. The holders of Shares are hereafter referred to as the «Shareholders».

5.2. The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the Shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles or by the General Partner with the limits of the authorised capital.

5.3. In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholders(s).

5.4. The Company can repurchase its own Shares within the limits set by Law.

6. Authorised capital.

6.1. The Company has an authorised capital (including its issued capital) of a maximum amount of four hundred fifty million euros (EUR 450,000,000.-) to be used in order to issue new Shares.

6.2. The sole purpose of the above authorised capital is to allow the issue of new Shares in exchange of contribution in cash or in kind made in execution of capital calls made by the General Partner in compliance with any agreement possibly entered into from time to time by the Company.

6.3. Until 15 April 2013 at the latest, and in compliance with any agreement possibly entered into from time to time by the Company, the General Partner is authorised to increase, from time to time, the capital, within the limits of the authorised capital, by the issue of new Shares to the Shareholders or to any other person as approved by the Shareholders in compliance with any applicable provision of the Law, these Articles or any agreement possibly entered into from time to time by the Company. The General Partner is specially authorised to issue the new Shares without reserving for the existing Shareholders the preferential right to subscribe for new Shares.

6.4. These new Shares may be subscribed in accordance with the terms and conditions determined by the General Partner within the strict limits stated in any agreement possibly entered into from time to time between, amongst others, the Shareholders and the Company.

6.5. In particular, the General Partner may decide to issue the new Shares subject to the constitution of a share premium, the amount and the allocation of which will be freely decided by the General Partner.

6.6. The General Partner may also determine the date of the issue and the number of new Shares having to be eventually subscribed and issued.

6.7. The rights attached to the new Shares will be strictly similar to the rights attached to the existing respective class of Shares.

6.8. The General Partner may delegate to any duly authorised person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for new Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

6.9. The General Partner shall designate the person to whom a power of attorney is granted to have the increase of capital, the issue of new Shares and the subsequent amendment of the Articles enacted by a notary by virtue of a notarial deed on the basis of all the necessary documents evidencing the decision of the General Partner, the above power of attorney, the subscription and the paying up of the new Shares.

7. Form of shares

7.1. The Shares shall be in registered form.

7.2. All the Shares shall be registered in a Shareholders' register to be maintained by the Company at its registered office. The register will contain the name of each Shareholder, its effective or elected domicile, the number of Shares owned and the paid up amount of each Share.

7.3. The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

7.4. If a registered Shareholder does not provide any address where the notices and information issued by the Company can be sent, this should be mentioned in the Shareholders' register and the address of the Shareholder shall be supposed to be the registered office of the Company or another address which shall be registered until such holder provides another address to the Company.

7.5. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

8. Transfer of shares

8.1. In case of transfer to a new Shareholder, the transfer shall be completed in accordance with this article 8. Any transfer of Shares shall be notified to the Company in compliance with Law.

8.2. Subject to the overriding restriction that Class B Shares may only be sold or transferred to Qualified Investors, in the case of transfer of Class B Shares to a third party, the transfer will be subject to the following conditions:

8.2.1. Right of First Offer

(a) A Shareholder (the «Selling Shareholder») wishing to sell all of its Class B Shares (the «Offered Shares») must give notice of such an intent (the «Transfer Notice») to the General Partner setting out the details of the Offered Shares and a price, which must be in cash only, per Class B Share it wishes to receive (the «Share Price»). The General Partner shall, within five (5) Business Days of receipt of such Transfer Notice, offer the Offered Shares to the other Class B Shareholders in proportion to their respective amounts of Commitment. The Offered Shares shall be offered at the Share Price and on the same terms and conditions provided for in the Transfer Notice (the «Agreed Terms») and the offer shall be open for acceptance for a period of forty-five (45) days (including the five (5) Business Days period granted to the Manager) («Offer Closing»). In the absence of express acceptance of the offer prior to the Offer Closing, the Class B Shareholders shall be deemed to have refused such offer.

(b) On accepting an offer, each Class B Shareholder shall notify the General Partner of the number of Offered Shares in respect of which it accepts such offer and whether, if not all of the other Class B Shareholders accept the offer, that the Class B Shareholder would be willing to purchase further Offered Shares. On accepting an offer, the minimum number of Offered Shares a Class B Shareholder shall accept to purchase shall be at least equal to fifty per cent (50%) of the

number of Offered Shares it could acquire on the basis of the proportion equal to the proportion which that Class B Shareholder Commitment bears to the total of the Commitments of all Class B Shareholders.

If the first notifications received by the General Partner show that the Shareholders have not accepted the offer of all the Offered Shares, the General Partner shall inform the Class B Shareholders of the numbers of Offered Shares accepted by each Class B Shareholder and the number of remaining Class B Shares, within three (3) Business Days of receiving the last notification. Each Class B Shareholder shall then notify the General Partner of the number of additional Offered Shares, which it agrees to purchase within three (3) Business Days.

(c) If not all of the Class B Shareholders accept the offer the Offered Shares shall be sold to those Class B Shareholders, which have indicated a willingness to purchase further Offered Shares pursuant to paragraph (b) in proportion to their respective Commitment, if not otherwise agreed among them. If only one Class B Shareholder accepts the offer, all of the Offered Shares may be sold to such Class B Shareholder.

(d) The General Partner shall, no later than the Offer Closing (which may be extended pursuant to paragraph (b)) notify the Selling Shareholder if the other Class B Shareholders have agreed to purchase the Offered Shares. The Selling Shareholder shall sell the Offered Shares to the other Class B Shareholders accordingly. If the other Class B Shareholders decide not to purchase the totality of the Offered Shares, the Selling Shareholder may freely sell them to a bona fide third party, provided that (i) such sale is completed within six (6) months of the Offer Closing, (ii) the price per Class B Share payable by the third party is not lower than ninety-five per cent (95%) of the Share Price and (iii) the sale is executed on the Agreed Terms.

(e) If the right of first offer is duly exercised, the Selling Shareholder irrevocably undertakes to (i) sell to the other Class B Shareholders, on the Agreed Terms, the Offered Shares within one (1) month of the Offer Closing and (ii) execute any document enabling the sale to be valid and enforceable against the Company and third parties.

8.2.2. Transfer to Affiliate(s)

Unless a Shareholder voluntarily decides to assign or transfer its Class B Shares (including, without limitation, the obligation to pay up any remaining Commitments) to one of its Affiliates pursuant to the provisions of Article 8.2.1. above, a sale and assignment or a transfer by a Shareholder (a «Transferor Shareholder») of its Class B Shares to one of its Affiliates (individually a «Transferee Affiliate») shall be permitted, provided that:

(a) The Transferee Affiliate assumes any and all at such time remaining obligations relating to its position as holder of the Class B Shares (including, without limitation, the obligation to pay up any remaining Commitments) of the Transferor Shareholder;

(b) The Transferor Shareholder remains jointly and severally liable with the Transferee Affiliate for any and all at such time remaining obligations relating to its position as a holder of the Class B Shares (including, without limitation, the obligation to pay up any remaining Commitments) of the Transferor Shareholder;

(c) The Transferor Shareholder irrevocably and unconditionally guarantees towards the Company and the General Partner, as applicable, the due and timely performance by the Transferee Affiliate of any and all obligations relating to its position as an investor for or holder of the Class B Shares (including, without limitation, the obligation to pay up any remaining Commitments) of the Transferee Affiliate (whether assumed from the Transferor Shareholder, or incurred by the Transferee Affiliate), and shall hold such parties harmless In that respect, to the extent permitted by law;

(d) In the event that the Transferee Affiliate ceases to be an Affiliate of the Transferor Shareholder, the Transferee Affiliate shall sell, assign or transfer such Class B Shares back to the Transferor Shareholder, on the same terms and conditions as set out in this Article 8.2.2.

8.2.3. Each Shareholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any of its Class B Shares.

8.2.4. When permitted and unless otherwise consented to by the General Partner, a sale, an assignment or a transfer must be of all and not less than all the Class B Shares held by the Transferor Shareholder and shall not result In either material detrimental tax consequences for the Company or violation of any law by the Company.

8.2.5. Furthermore, no sale, transfer or assignment of Class B Shares shall become effective unless and until the relevant transferee or assignee agrees in writing to be bound by the terms of the Shareholders Agreement and that it takes over the unfunded Commitment of the Selling Shareholder.

8.2.6. Each Shareholder agrees that it shall not sell, assign, transfer, pledge or grant any security interest in its Class B Shares unless all the conditions and procedures described in these Articles and the Shareholders Agreement have been satisfied and complied with.

8.3. No right to redemption of the Class B Shares

None of the Shareholders shall be entitled or shall take any action to cause the Company to redeem any of its Class B Shares.

8.4. Agreement to sell Class B Shares

In the event that the General Partner deems it to be in the best interest of all the Shareholders to sell or exchange their Class B Shares, the General Partner may recommend to the Shareholders that they sell or exchange their Class B Shares subject to obtaining the prior approval of the Investors Advisory Committee. If the Investors Advisory Committee agrees to sell or exchange all of the Class B Shares of the Company or to merge the Company with another entity, each of the Shareholders agrees to sell or transfer its Class B Shares along with the other Shareholders. Subject to the approval

by the Investors Advisory Committee of the sale and exchange agreement, the Class B Shareholders shall be entitled to receive as their share of the purchase price an amount of cash and/or number of shares equal to the amount of the cash remittance they would have received pursuant to Article 29 with respect to their Class B Shares, as if the assets of the Company had been sold and the Company liquidated for the same aggregate proceeds as realised from the sale of the Company.

Chapter III. - Management

9. Management

9.1. The Company shall be managed by European Hotel S.A., a private limited liability company (société anonyme) organized and existing under the Law (herein referred to as the «General Partner»), in its capacity of sole Unlimited Shareholder of the Company.

9.2. The General Partner may be removed only in the case of fraud, gross negligence or wilful misconduct by means of a resolution of Shareholders representing at least two thirds of the Class B Shares of the Company. The General Partner shall be obliged, upon its removal, to transfer all its Class A Shares to the replacement management company at a purchase price determined by mutual agreement between the parties or if the parties fail to agree on such purchase price at a purchase price fixed by a third party expert selected by the Investors Advisory Committee. The General Partner to be removed shall have no veto right in his capacity as unlimited partner of the Company on any resolution relating to its removal.

9.3. The Class B Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

10. Powers of the general partner

10.1. The General Partner is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on the Company's interest.

10.2. The General Partner may in particular enter into administration and management agreements with the Company and appoint an independent chartered accountant to audit the Company if so appropriate. The General Partner may consult the Supervisory Committee pursuant to the article 15 of the Articles.

10.3. All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

11. Representation of the company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by its legal representatives or any delegate appointed in compliance with the articles of incorporation of the General Partner. No Limited Shareholder shall represent the Company.

12. Delegation of powers

12.1. The General Partner may, at any time, appoint agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability.

The appointed agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

12.2. The General Partner will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

13. Liability of the shareholders

13.1. The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses which cannot be recovered on the Company's assets.

13.2. The General Partner shall not however be bound by the reimbursement to the other Limited Shareholders of the paid amounts on the Class B Shares.

13.3. The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and, unless otherwise provided by the Law, shall only be liable for payment to the Company of the nominal value paid for each Class B Share they hold in the Company.

14. Dissolution, Incapacity of the general partner

14.1. The Company shall not be dissolved in case of dissolution or legal incapacity of the General Partner or where for any other reason it is impossible for the General Partner to act.

14.2. In that event the Supervisory Board shall designate one or more administrators, who need not be Shareholders, until such time as the general meeting of Shareholders shall convene.

14.3. Within fifteen (15) days of their appointment, the administrators shall convene the general meeting of Shareholders in the way provided for by Article 19.

14.4. The administrators' duties consist of performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of Shareholders shall appoint one or more new General Partners.

14.5. The administrators are responsible only for the execution of their mandate.

Chapter IV. - Supervisory board

15. Supervisory board

15.1. The business of the Company and its financial situation, including more particularly its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board of at least three (3) members, who need not to be Shareholders (the «Supervisory Board»),

15.2. For the carrying of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the Law.

15.3. The members of the Supervisory Board shall neither participate nor interfere with the management of the Company but may advise the General Partner on such matters as the General Partner may determine.

15.4. The members of the Supervisory Board shall not receive any compensation in connection with their membership on the Supervisory Board.

16. Election

16.1. The members of the Supervisory Board will be elected by the Shareholders resolutions for a period not exceeding six (6) years. The Unlimited Shareholders will determine their number but such number may not be below three (3). In case a member of the Supervisory Board is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six (6) years from the date of his election. The members of the Supervisory Board are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the Shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed.

16.2. In the event of the total number of members of the Supervisory Board falling below three (3), the General Partner shall forthwith convene a Shareholders' meeting in order to fill such vacancies.

16.3. If one or more members of the Supervisory Board are temporarily prevented from attending meetings of the said Supervisory Board, the remaining members may appoint a person to provisionally replace them until they are able to resume their functions.

17. Meetings of the supervisory board

17.1. The Supervisory Board will choose from among its members a chairman. It will also choose a secretary, who need not be a member of the Supervisory Board, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Supervisory Board.

17.2. The Supervisory Board will meet in Luxembourg upon call by the chairman. A meeting of the Supervisory Board must be convened if any two members so require.

17.3. The chairman will preside at all meetings of the Supervisory Board, but in his absence the Supervisory Board will appoint another member of the Supervisory Board as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

17.4. Written notices of any meeting of the Supervisory Board will be given by letter, by telegram, by telefaxed letter or by email to all members at least five (5) days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice. The notice will indicate the place of the meeting and it will contain the agenda thereof.

17.5. The notice may be waived by the consent of each member of the Supervisory Board by letter, by telegram, by telefaxed letter or by email. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

17.6. Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing by letter, by telegram or by telefaxed letter another member as his proxy.

17.7. The Supervisory Board can deliberate or act validly only if a majority of its members are present or represented.

17.8. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members present or represented at such meeting.

17.9. One or more members may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

17.10. A written resolution, signed by a majority of members, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Supervisory Board which was duly convened and held. Such a resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

18. Minutes of meetings

18.1. The minutes of any meeting of the Supervisory Board will be signed by the chairman of the meeting, together with any member of the Supervisory Board or with the secretary. The proxies will remain attached thereto.

18.2. Copies or extracts of such minutes will be signed by the chairman alone or by a member of the Supervisory Board together with the secretary.

Chapter V. - General meeting of shareholders

19. Powers of the general meeting of shareholders

19.1. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company.

19.2. The meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters, which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the Law.

20. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the second Wednesday of December at 03:00 p.m.. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

21. Other general meeting

21.1. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders.

21.2. Such meetings must be convened if Shareholders representing one tenth of the Company's capital so require. Without prejudice to the Shareholders' right to convene general meetings of the Shareholders, the insertion on the agenda of the meeting of the removal of the General Partner shall only be permitted in compliance with the procedures that may be set in the Shareholders Agreement.

22. Convening notice

22.1. The general meeting of Shareholders is convened by the General Partner by way of a written notice setting for the agenda of the meeting and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to the address of the Shareholders, as indicated in the register of Shares.

22.2. If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

23. Presence, Representation

23.1. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

23.2. A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

24. Vote

24.1. Each Share entitles the holder thereof to one vote.

24.2. Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of the Shareholders resolves by a simple majority vote to adopt another voting procedure.

24.3. Unless otherwise provided by law or by the Articles, all resolutions of the annual or ordinary general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes, regardless of the proportion of the capital represented.

24.4. In addition, no decision shall be validly taken without the prior written approval of the General Partner.

25. Extraordinary general meeting

25.1. Extraordinary general meeting may be convened in order to amend the Articles, to change the nationality of the Company or to increase the commitments of the Shareholders.

25.2. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, if any, the wording regarding the amendments to the object and the form of the Company.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the Shareholders present or represented, subject to the approval of the General Partner like for all resolutions of the general meeting of the Shareholders.

25.3. However, resolutions to change the nationality of the Company or to increase the commitments of the Shareholders may only be adopted by the unanimous decision of the Shareholders and, as the case may be, of the bondholders.

26. Minutes

26.1. The minutes of the general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

26.2. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Chapter VI. - Business year, Distribution of profits

27. Financial year

27.1. The Company's financial year begins on the first day of July and closes on the last day of June of the following year.

27.2. The General Partner draws up the balance sheet and the profit and loss account. The General Partner submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of Shareholders to the Supervisory Board who shall make a report containing comments on such documents.

28. Adoption of financial statements

28.1. As soon as reasonably feasible after the end of the financial year, the General Partner shall provide the Shareholders with a copy of the audited financial statements drawn up in accordance with the Law in respect of the preceding financial year.

28.2. Those financial statements shall be submitted for adoption to the next coming annual general meeting of the Shareholders. The general meeting of the Shareholders shall consider and, if thought fit, adopt the financial statements.

29. Distribution of profits

29.1. The unconsolidated audited profits, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profits of the Company in respect of that period.

29.2. From the annual net profits of the Company thus determined, five per cent (5%) shall be compulsorily allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time.

29.3. To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by the Articles, the General Partner shall propose that cash available for remittance be distributed to the Shareholders.

29.4. The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the General Partner with the approval of the general meeting of the Shareholders.

29.5. The General Partner may resolve to pay interim dividends subject to the conditions set forth by the Law.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

30. Causes of dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy, dissolution or winding-up of any of the Shareholders.

31. Liquidation

31.1. At the proposal of the General Partner, the Company may be dissolved by a decision of the Shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by law.

31.2. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation.

31.3. After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed in accordance with article 29 of the Articles to the Shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

Chapter VIII. - Applicable law, Definitions

32. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

33. Definitions

Affiliate means when used with reference to a specified person, (a) any person that directly or indirectly through one or more Affiliates controls or is controlled by or is under common control with the specified person, (b) any person who is an officer, employee or director of the specified person or the latter's Affiliates; for the purposes of this definition, a person shall be deemed to control an entity if he, she or it, together with its Affiliates, holds more than fifty per cent (50%) of the outstanding voting securities, except that for the purposes as described in Article 8.2.2, more than fifty per cent (50%) shall be substituted for one hundred per cent (100%).

Business Day means any day other than a Saturday, Sunday or a day on which commercial banks located in the Grand Duchy of Luxembourg are required or authorised to close.

Commitment means the aggregate commitment of the Class A Shareholder and the Class B Shareholders to acquire and/or subscribe Class A Shares or Class B Shares according to any agreement that may be entered into from time to time, between the Company, the Shareholders, and all those who may become Shareholders of the Company.

Investors Advisory Committee means the investors advisory committee which may from time to time be established in the Company pursuant to the terms of the Shareholders Agreement.

Qualified Investors means a company of good reputation and satisfying integrity and creditworthiness, which has the necessary knowledge, experience and means to understand the risks inherent to transactions based on shares, loans and

other financial instruments and which has the financial capacity to face its Commitment in the Company, as assessed in its sole discretion and in good faith by the General Partner. An investor shall be deemed not to be a Qualified Investor if it or the entity controlling more than fifty per cent (50%) of its share capital is not an institutional investor (including insurance companies and public bodies). An Investor shall be deemed not to be a Qualified Investor if such Investor or the entity controlling more than fifty per cent (50%) of its share capital is a national of a non-cooperative country or territory (NCCTs) listed by the Financial Action Task Force on Money Laundering (FATF or GAFI), as such list is amended from time to time.

Shareholders Agreement means any shareholders agreement which may from time to time be entered into between the Company, the General Partner and the Shareholders.

Transitory Provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 30 June 2009.

By derogation of article 20 of the articles of association, the first general meeting of shareholders will be held on 14 October 2009.

Subscription

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the said parties represented as stated here above, have subscribed for the number of Shares and have paid in cash the followings amounts:

Class A Shares:

European Hotel S.A.,

Subscribed Shares: one (1) Class A Shares

Payment: one Euro (EUR 1.-)

Class B Shares:

AXA Real Estate Investment Managers France S.A.,

Subscribed Shares: thirty-thousand nine hundred ninety-nine (30,999) Class B Shares

Payment: thirty-thousand nine hundred ninety-nine Euro (EUR 30,999.-)

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proven to the notary.

First extraordinary general meeting of shareholders

The above Shareholders representing the totality of Shares and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

(1) The Company's address is fixed at 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(2) The following have been elected as members of the Supervisory Board for a maximum duration of six (6) years, their mandate expiring on occasion of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2013:

- Mr Richard Mark Pinnock, Head of Finance and Business Administration, born on 27 December 1959 in Enfield, England, United Kingdom, with professional address at 7 Newgate Street EC1A 7NX London, United Kingdom;

- Mr Guillaume Eloi Théomède Spinner, Fund Administrator, born on 20 December 1973 in Clamart, France, with professional address at Cœur Défense tour B, La Défense 4, 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cedex, France;

- Ms Céline Elisabeth Marie Lavallée, Corporate Finance manager, born on 26 February 1976 in Melun, France, with professional address at Cœur Défense tour B, La Défense 4, 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cedex, France.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, remunerations or charges, in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at about four thousand Euro (EUR 4,000.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Suit la Traduction Française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quinze avril.

Par-devant, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. AXA Real Estate Investment Managers France S.A., une société anonyme de droit français, ayant son siège social à Cœur Défense, Tour B, La Défense, 100, Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cédex (inscrit sous le numéro 397 991 670 R.C.S. Nanterre),

représentée par Maître Nicolas GAUZES, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu d'une procuration donnée le 14 avril 2008.

2. European Hotel S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, constitué en vertu d'un acte reçu le 11 mars 2008 par le notaire instrumentant, en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et dont les statuts n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations;

représentée par Maître Nicolas GAUZES, prénommé,
en vertu d'une procuration donnée le 14 avril 2008.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué précédemment, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société en commandite par actions dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination

1.1. Entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendraient par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société luxembourgeoise sous la forme de société en commandite par actions qui sera régie par la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales telle que modifiée (la «Loi») et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2. La Société aura pour dénomination «EUROPEAN HOTEL VENTURE FEEDER S.C.A.» (la «Société»).

2. Siège social

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2. Le Gérant Commandité (tel que défini ci-après) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.3. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de ses Actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.4. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Gérant Commandité.

3. Objet

3.1. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2. La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, aux sociétés faisant parties du groupe de sociétés auquel la Société appartient (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

3.4. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

3.4.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dette ou titres de dette, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.4.2. avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir des obligations ou tout autre type d'instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, selon les conditions pouvant être considérées comme appropriées;

3.4.3. conclure toute forme de contrats de dérivés de crédit tels que, mais sans que cela ne soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contrepartie ou bénéficiera d'une protection de cette dernière;

3.4.4. accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par toute disposition légale applicable;

3.4.5. conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de souscription, des contrats commerciaux, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de bail, des contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation avec son objet; et

3.4.6. d'acquérir les fonds de commerce et les actifs d'hôtels et de conclure des contrats de bail financier par la prise de participation directes ou indirectes dans des filiales de la Société ou directement (dans ce cas, uniquement à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg et sur base temporaire).

Il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans tous les domaines énoncés ci-avant.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Actions

5. Capital social

5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par une (1) action d'Actionnaire Commandité (ci-après «Action de Classe A») et par trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions d'Actionnaire Commanditaire (ci-après «Actions de Classe B»), ensemble avec les Actions de Classe A, repris ci-après comme les «Actions»), d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune. Les détenteurs d'Actions sont repris ci-après comme les «Actionnaires».

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolutions des Actionnaires adoptées tel que requis légalement en vue de modifier les Statuts ou par le Gérant Commandité dans les limites du capital autorisé.

5.3. Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée sur une Action sera versée. Le montant dudit compte prime d'émission sera à la libre disposition des Actionnaires.

5.4. La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites fixées par la Loi.

6. Capital autorisé

6.1. La Société a un capital autorisé (en ce compris le capital émis) d'un montant maximal de quatre cent cinquante millions d'euros (EUR 450.000.000,-) à être utilisé de manière à émettre de nouvelles Actions.

6.2. Ce capital autorisé a pour seul objectif de permettre la création d'Actions nouvelles à émettre en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature effectués en exécution des appels de fonds auxquels le Gérant Commandité aura procédé conformément à toute convention pouvant être conclue à tout moment par la Société.

6.3. Jusqu'au 15 avril 2013 au plus tard, et conformément à toute convention pouvant être conclue à tout moment par la Société, le Gérant Commandité pourra augmenter à tout moment le capital social dans les limites du capital autorisé par émission de nouvelles Actions aux Actionnaires ou toutes autres personnes agréées par les Actionnaires conformément aux dispositions de la Loi applicables, de ces Statuts ou de toute convention pouvant être conclue à tout moment par la Société. Le Gérant Commandité est autorisé spécialement à émettre de nouvelles Actions sans réserver aux Actionnaires existants le droit préférentiel de souscrire aux nouvelles Actions.

6.4. Ces nouvelles Actions pourront être souscrites, aux termes et conditions déterminés par le Gérant Commandité, dans le strict respect des conditions précisées par toute convention pouvant intervenir à tout moment entre, parmi d'autres, les Actionnaires et la Société.

6.5. Le Gérant Commandité peut décider en particulier d'émettre les nouvelles Actions avec prime d'émission. Le montant et l'affectation de cette prime d'émission seront déterminés à la discrétion du Gérant Commandité.

6.6. Le Gérant Commandité déterminera également la date d'émission et le nombre d'Actions devant être, le cas échéant, souscrites et émises.

6.7. Les droits attachés aux Actions nouvelles seront identiques à ceux attachés aux Actions de même classe déjà émises.

6.8. Le Gérant Commandité pourra déléguer à toute personne dûment autorisée, la charge d'accepter des souscriptions et de recevoir des paiements pour les Actions nouvelles représentant tout ou partie des montants augmentés du capital social.

6.9. Le Gérant Commandité désignera la personne à qui sera délégué le pouvoir de comparaître devant notaire aux fins de constater authentiquement l'émission des Actions nouvelles, l'augmentation du capital et la modification des Statuts qui en résulte, sur présentation des pièces justificatives de la décision du Gérant Commandité, en ce comprise la délégation de pouvoir, ainsi que les souscriptions et libérations des Actions nouvelles.

7. Forme des actions

7.1. Les Actions sont émises sous forme nominative.

7.2. Toutes les Actions seront enregistrées dans un registre des Actionnaires qui sera tenu par la Société à son siège social. Ce registre contiendra le nom de chaque Actionnaire, son domicile réel ou élu, le nombre des Actions qu'il détient divisé entre les différentes catégories ainsi que le montant libéré sur chacune de ces Actions.

7.3. La Société considérera la personne dont le nom figurera au registre des Actionnaires comme le propriétaire des Actions.

7.4. Au cas où un détenteur d'Actions nominatives ne fournirait pas une adresse à laquelle tous les avis et informations émanant de la Société pourront être envoyés, mention pourra en être faite sur le registre des Actionnaires et l'adresse de ce détenteur d'Actions sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui pourra être portée au registre jusqu'à ce que pareil détenteur fournisse une autre adresse à la Société.

7.5. Envers la Société, les Actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

8. Transfert des actions

8.1. En cas de transfert à un nouvel Actionnaire, la cession devra être réalisée conformément à cet article 8. Toute cession d'Actions devra être notifiée à la Société conformément à la Loi.

8.2. Sous réserve de la primordiale restriction que les Actions de Classe B peuvent seulement être vendues ou cédées aux investisseurs Qualifiés, en cas de cession d'Actions de Classe B à une tierce partie, la cession sera soumise aux conditions suivantes:

8.2.1. Droit de Première Offre

(a) Un Actionnaire (l'«Actionnaire Vendeur») voulant vendre tout ou partie de ses Actions de Classe B (les «Actions Offertes») devra notifier son intention (la «Notification de Cession») au Gérant Commandité en exposant les détails des Actions Offertes et du prix, qui doit être seulement en numéraire, par Action de Classe B offert qu'il souhaite recevoir (le «Prix de l'Action»). Le Gérant Commandité offrira, endéans les cinq (5) Jours Ouvrables de réception de la Notification de Cession, les Actions Offertes aux autres Actionnaires de Classe B proportionnellement aux montants respectifs de leur Engagement. Les Actions Offertes seront proposées au Prix de l'Action et dans les mêmes termes et conditions que ceux fournis dans la Notification de Cession (les «Termes de l'Accord») et l'offre sera ainsi émise en vue de son acceptation pour une période de quarante-cinq (45) jours (y compris la période de cinq (5) Jours Ouvrables fournie au Gérant) (la «Clôture de l'Offre»). En absence d'acceptation expresse de l'offre avant la Clôture de l'Offre, les Actionnaires de Classe B seront réputés avoir refusé l'offre.

(b) En cas d'acceptation de l'offre, chaque Actionnaire de Classe B notifiera au Gérant Commandité le nombre d'Actions Offertes pour lequel il l'accepte l'offre et, si tous les autres Actionnaires de Classe B n'acceptent pas l'offre, si l'Actionnaire de Classe B a l'intention d'acquérir des Actions Offertes supplémentaires. Le nombre minimum d'Actions Offertes qu'un Actionnaire de Classe B peut accepter d'acheter, au moment de l'acceptation de l'offre, sera au moins égal à cinquante pour cent (50%) du nombre d'Actions Offertes qu'il pourrait acquérir en se basant sur la proportion égale au rapport de l'Engagement de cet Actionnaire de Classe B sur le total des Engagements de tous les Actionnaires de Classe B.

Si les premières notifications reçues par le Gérant Commandité montrent que des Actionnaires n'ont pas accepté l'offre pour toutes les Actions Offertes, le Gérant Commandité informera les Actionnaires de Classe B du nombre d'Actions Offertes acceptées par chacun et du nombre d'Actions de Classe B restantes, endéans les trois (3) Jours Ouvrables de la réception de la dernière notification. Chaque Actionnaire de Classe B notifiera alors au Gérant Commandité le nombre d'Actions Offertes additionnelles, qu'il accepte d'acquérir endéans trois (3) Jours Ouvrables.

(c) Si tous les Actionnaires de Classe B n'acceptent pas l'offre, les Actions Offertes seront vendues aux Actionnaires de Classe B qui auront montré leur intention d'acquérir des Actions Offertes supplémentaires en vertu du paragraphe (b) en proportion de leur Engagement, sauf s'ils en conviennent autrement entre eux. Si seul un Actionnaire de Classe B accepte l'offre, toutes les Actions Offertes pourront être acquises par cet Actionnaire de Classe B.

(d) Le Gérant Commandité notifiera, pas plus tard qu'à la Clôture de l'Offre (laquelle pourra être étendue selon le paragraphe (b) ci-dessus) à l'Actionnaire Vendeur si les autres Actionnaires de Classe B ont accepté d'acquérir les Actions Offertes. L'Actionnaire Vendeur vendra les Actions Offertes aux Actionnaires de Classe B tel que notifié. Si les autres Actionnaires de Classe B décident de ne pas acquérir la totalité des Actions Offertes, l'Actionnaire Vendeur pourra les vendre librement à une tierce partie de bonne foi à condition que (i) cette vente soit réalisée dans les six (6) mois de la

Clôture de l'Offre, (ii) le prix par Action de Classe B à payer par la tierce partie ne soit pas inférieur à quatre-vingt-quinze pour cent (95%) du Prix de l'Action et que (iii) la vente soit réalisée conformément aux Termes de l'Accord.

(e) Si le droit de première offre est dûment exercé, l'Actionnaire Vendeur s'engage irrévocablement à (i) vendre aux autres Actionnaires de Classe B, selon les Termes de l'Accord, les Actions Offertes endéans un (1) mois après la Clôture de l'Offre et (ii) exécuter tout document rendant la vente valable et applicable envers la Société et les tiers.

8.2.2. Cession à des Affiliés

Hormis le cas où un Actionnaire décide de transférer ou de céder volontairement ses Actions de Classe B (y compris, mais pas limitativement, l'obligation de libérer tout Engagement restant) à un de ses Affiliés conformément à l'Article 8.2.1. ci-dessus, une vente et un transfert ou une cession par un Actionnaire (un «Actionnaire Cédant») de ses Actions de Classe B à un ou plusieurs de ses Affiliés (individuellement un «Affilié Cessionnaire») sera permise à condition que:

(a) L'Affilié Cessionnaire assume les obligations restantes à ce moment en relation avec sa position de détenteur d'Actions de Classe B (y compris, sans limitation, l'obligation de régler tout Engagement restant) de l'Actionnaire Cédant.

(b) L'Actionnaire Cédant reste solidairement et indivisiblement tenu avec l'Affilié Cessionnaire de toutes obligations restantes à ce moment en relation avec sa position de détenteur d'Actions de Classe B (y compris, sans limitation, l'obligation de régler tout Engagement restant) de l'Actionnaire Cédant.

(c) L'Actionnaire Cédant garantit de façon irrévocable et inconditionnelle envers la Société et le Gérant Commandité, tel qu'applicable, l'accomplissement par l'Affilié Cessionnaire, en bonne et due forme et en temps voulu, de toutes les obligations relatives à sa position de souscripteur ou détenteur d'Actions de Classe B (y compris, sans limitation, l'obligation de régler tout Engagement restant) de l'Affilié Cessionnaire (assumée par l'Actionnaire Cédant ou imposée à l'Affilié Cessionnaire) et devra indemniser les parties à cet égard, dans les limites autorisées par la loi.

(d) Dans le cas où un Affilié Cessionnaire cesse d'être un Affilié de l'Actionnaire Cédant, l'Affilié Cessionnaire vendra, affectera ou cèdera en retour ses Actions de Classe B à l'Actionnaire Cédant selon les mêmes termes et conditions prévus à l'article 8.2.2.

8.2.3. Chaque Actionnaire s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les Actions de Classe B qu'il détient.

8.2.4. Lorsque cela est permis et sauf consentement contraire du Gérant Commandité, une vente, un transfert ou une cession doit porter sur au moins l'ensemble des Actions de Classe B détenues par l'Actionnaire Cédant et ne doit pas résulter en des conséquences fiscales désavantageuses pour la Société ou une violation de toute loi par la Société.

8.2.5. De plus, aucune vente, affectation ou cession d'Actions de Classe B ne deviendra effective tant et jusqu'à ce que le cessionnaire ou acquéreur marque son accord par écrit d'être lié par les termes du Pacte d'Actionnaire et reprend l'Engagement non libéré de l'Actionnaire Vendeur.

8.2.6. Chaque Actionnaire confirme qu'il ne doit pas vendre, allouer, céder, mettre en gage ou accorder des participations de ses Actions de Classe B à moins que toutes les conditions et procédures décrites dans ces Statuts et le Pacte d'Actionnaire aient été remplies et respectées.

8.3. Aucun droit de rachat des Actions de Classe B

Aucun Actionnaire n'est habilité ou ne pourra agir de manière à induire la Société à racheter ses Actions de Classe B.

8.4. Engagement de vendre les Actions de Classe B

Au cas où le Gérant Commandité estimerait qu'il est dans le meilleur intérêt de tous les Actionnaires de vendre ou échanger les Actions de Classe B, le Gérant Commandité peut recommander aux Actionnaires de vendre ou échanger leurs Actions de Classe B sous réserve d'obtenir l'approbation antérieure du Comité de Conseil des Investisseurs. Si le Comité de Conseil des Investisseurs accepte de vendre ou échanger toutes les Actions de Classe B ou de fusionner la Société avec une autre entité, chacun des Actionnaires accepte de vendre ou céder ses Actions de Classe B avec les autres Actionnaires. Sous réserve de l'accord du Comité de Conseil des Investisseurs sur le contrat d'achat et d'échange, les Actionnaires de Classe B doivent être habilités à recevoir pour une part du prix de vente un montant en espèces et/ou le nombre d'actions égal au montant du versement en espèces qu'ils auraient reçu conformément à l'Article 29 par rapport à leurs Actions de Classe B, comme si les actifs de la Société avaient été vendus et la Société liquidée pour un montant total de produits équivalent à celui réalisé de la vente de la Société.

Titre III. - Gérance

9. Gérance

9.1. La Société sera gérée par European Hotel S.A., société anonyme de droit luxembourgeois (ci-après repris comme étant le «Gérant Commandité»), en sa qualité d'Actionnaire Commandité unique de la Société.

9.2. Le Gérant Commandité pourra être révoqué uniquement en cas de fraude, faute lourde ou mauvaise conduite par décision des Actionnaires représentant au moins les deux tiers d des actions de Classe B de la Société. Le Gérant Commandité sera obligé, sur révocation, de transférer toutes ses actions de Classe A à la société de gérance remplaçante à un prix de rachat déterminé par accord mutuel entre les parties ou si les parties ne s'entendent pas sur un tel prix de rachat, à un prix de rachat fixé par un tiers expert sélectionné par le Comité de Conseil des Investisseurs. Le Gérant Commandité à révoquer n'aura, en sa capacité d'associé-commandité de la Société, aucun droit de veto sur les résolutions relatives à sa révocation.

9.3. Les Actions de Classe B ne pourront ni participer ni interférer dans la gestion de la Société.

10. Pouvoirs du gérant commandité

10.1. Le Gérant Commandité aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

10.2. Le Gérant Commandité pourra notamment conclure pour la Société des contrats d'administration, d'investissements et de conseil et nommer un expert comptable indépendant pour auditer la Société, si nécessaire. Le Gérant Commandité pourra consulter le Conseil de Surveillance conformément à l'article 15 des Statuts.

10.3. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Commandité.

11. Représentation de la société. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du Gérant Commandité, représenté par ses représentants légaux ou par tout mandataire désigné conformément aux statuts du Gérant Commandité. Aucun Actionnaire Commanditaire ne peut représenter la Société.

12. Délégation de pouvoirs

12.1. Le Gérant Commandité pourra, à tout moment, nommer un représentant ou un agent de la Société tel que nécessaire pour les opérations et la gestion de celle-ci, étant entendu que les Actionnaires Commanditaires ne peuvent agir pour le compte de la Société sans perdre le bénéfice de leur responsabilité limitée. Les représentants et agents ainsi nommés auront les pouvoirs et les devoirs leur conférés par le Gérant Commandité.

12.2. Le Gérant Commandité détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

13. Responsabilités des actionnaires

13.1. L'Actionnaire Commandité est responsable avec la Société de toutes dettes et pertes ne pouvant être payées sur les actifs de la Société.

13.2. L'Actionnaire Commandité n'est cependant pas tenu envers les Actionnaires Commanditaires au remboursement des montants payés sur les Actions de Classe B.

13.3. Les Actionnaires Commanditaires s'abstiendront d'agir au nom et pour le compte de la Société d'une quelconque manière ou qualité autre qu'en qualité de titulaires de droits d'Actionnaires dans les assemblées générales des Actionnaires et, à moins que la Loi n'en dispose autrement, ne seront tenus envers la Société qu'au paiement de la valeur nominale des Actions de Classe B qu'ils détiennent dans la Société.

14. Dissolution, Incapacité du gérant commandité

14.1. La Société ne pourra être dissoute pour cause de dissolution ou d'incapacité légale du Gérant Commandité ou si pour d'autres raisons il est impossible au Gérant Commandité d'agir.

14.2. Dans ce cas, le Conseil de Surveillance devra désigner un ou plusieurs administrateurs, Actionnaires ou non, jusqu'à ce que l'assemblée des Actionnaires soit convoquée.

14.3. Endéans le délai de quinze (15) jours à dater de leur nomination, les administrateurs devront convoquer une assemblée générale des Actionnaires tel que stipulé à l'article 19 des Statuts.

14.4. Les administrateurs sont tenus de prendre tout acte requis par l'urgence et tout acte d'administration ordinaire jusqu'à ce que l'assemblée des Actionnaires nomme un ou plusieurs nouveau(x) Gérant(s) Commandité(s).

14.5. Les administrateurs sont responsables uniquement de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Conseil de surveillance

15. Conseil de surveillance

15.1. Les opérations de la Société, et sa situation financière, plus particulièrement ses livres et comptes, seront supervisées par un conseil de surveillance composé de trois (3) membres au moins, Actionnaires ou non (le «Conseil de Surveillance»).

15.2. Pour accomplir ses obligations de contrôle, le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, tels que définis à l'article 62 de la Loi.

15.3. Les membres du Conseil de Surveillance ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société mais peuvent conseiller le Gérant Commandité sur les points que le Gérant Commandité déterminera.

15.4. Les membres du Conseil de Surveillance ne recevront aucune compensation en relation avec leur appartenance au Conseil de Surveillance.

16. Élection

16.1. Les membres du Conseil de Surveillance seront désignés par décision de l'assemblée des Actionnaires pour une durée maximale de six (6) ans. Les Actionnaires Commandités fixeront leur nombre mais ce nombre ne peut être inférieur à trois (3). Dans le cas où un membre du Conseil de Surveillance est élu sans indication de durée, il sera considéré comme étant élu pour une durée de six (6) ans à partir de la date de sa nomination. Les membres du Conseil de Surveillance sont

rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment et sans justification par décision de l'assemblée des Actionnaires. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés.

16.2. Au cas où le nombre total des membres du Conseil de Surveillance tombe en dessous de trois (3), le Gérant Commandité sera tenu de convoquer une assemblée des Actionnaires afin de remédier à cette vacance.

16.3. Si un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance sont temporairement empêchés d'assister à ses réunions, les membres restant pourront nommer une personne afin de pourvoir provisoirement au remplacement de celui-ci ou de ceux-ci jusqu'à ce qu'il(s) soi(en)t à nouveau capable(s) de reprendre ses (leurs) fonctions.

17. Réunions du conseil de surveillance

17.1. Le Conseil de Surveillance choisira parmi ses membres un président, Il choisira également un secrétaire, membre ou non du Conseil de Surveillance, lequel sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance.

17.2. Le Conseil de Surveillance se tiendra à Luxembourg sur appel du président. Une réunion du Conseil de Surveillance devra être convoquée à la demande de deux de ses membres.

17.3. Le président présidera toutes les réunions du Conseil de Surveillance, mais, en son absence, le Conseil de Surveillance désignera à la majorité des membres présents lors de la réunion, un autre membre du Conseil de Surveillance comme président de cette réunion.

17.4. Les réunions du Conseil de Surveillance seront convoquées par lettre, télégramme, lettre taxée ou par email adressés à tous ses membres au moins cinq (5) jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence; dans ce cas, la nature de l'urgence sera précisée dans l'avis de convocation. Cet avis indiquera également l'endroit de la réunion et l'ordre du jour.

17.5. Il pourra être renoncé aux formalités de convocation moyennant le consentement de chacun des membres du Conseil de Surveillance, donné par lettre, par télégramme, par lettre faxée ou par email. Un avis de convocation ne sera pas requis lorsque l'endroit et l'heure de la réunion auront été précisés dans une annexe précédemment approuvée par décision du Conseil de Surveillance.

17.6. Tout membre du Conseil de Surveillance est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Surveillance par un autre membre, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration sous forme d'une lettre, d'un télégramme ou d'une lettre faxée.

17.7. Le Conseil de Surveillance pourra délibérer ou agir valablement uniquement si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

17.8. Toute décision du Conseil de Surveillance est adoptée lorsqu'elle est approuvée par la majorité des voix des membres du Conseil de Gérance, présents ou représentés.

17.9. Un ou plusieurs des membres du Conseil de Surveillance pourront participer à ses réunions par vidéo conférence ou conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication permettant à plusieurs participants de communiquer simultanément les uns avec les autres. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion.

17.10. Des résolutions circulaires, signées par la majorité des membres du Conseil de Surveillance auront le même effet et la même validité que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue. Ces résolutions peuvent résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

18. Procès-verbaux des réunions

18.1. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Surveillance seront signés par le président de la réunion, ensemble avec un membre du Conseil de Surveillance ou le secrétaire. Les procurations y resteront attachées.

18.2. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux seront signées par le président seul ou par un membre du Conseil de surveillance et le secrétaire.

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires

19. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires

19.1. Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les Actionnaires de la Société.

19.2. L'assemblée générale des Actionnaires délibérera uniquement sur les points qui ne sont pas de la compétence du Gérant Commandité en vertu des Statuts ou de la Loi.

20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra dans la commune de Luxembourg à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation, le deuxième mercredi du mois de décembre à 15h00. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

21. Autre assemblée générale

21.1. Le Gérant Commandité pourra convoquer d'autres assemblées des Actionnaires.

21.2. L'assemblée devra être convoquée si des Actionnaires représentant un dixième du capital de la Société le demandent. Sans préjudice du droit des Actionnaires de convoquer des assemblées, l'insertion à l'ordre du jour de l'assemblée de la révocation du Gérant Commandité, ne sera possible qu'en conformité avec les procédures fixées par le Pacte d'Actionnaires.

22. Convocation

22.1. L'assemblée générale des Actionnaires est convoquée par le Gérant Commandité par voie de lettres recommandées comprenant l'ordre du jour de l'assemblée et envoyées aux Actionnaires à l'adresse telle qu'indiquée dans le registre des Actionnaires, au moins huit (8) jours avant l'assemblée.

22.2. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, les Actionnaires peuvent renoncer aux exigences et formalités de convocation.

23. Présence et représentation

23.1. Tout Actionnaire aura le droit d'assister et de prendre la parole lors des assemblées des Actionnaires.

23.2. Un Actionnaire est autorisé à se faire représenter lors d'une assemblée générale des Actionnaires par une autre personne, pour autant que ce dernier, Actionnaire ou non, soit en possession d'une procuration écrite sous forme d'un télégramme, d'un télex, d'un fax, d'un email ou d'une lettre.

24. Vote

24.1. Chaque Action donne droit à une voix à son détenteur.

24.2. Les votes ont lieu à main levée ou par vote nominatif, à moins que l'assemblée des Actionnaires décide à la majorité simple d'adopter une autre procédure de vote.

24.3. Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions de l'assemblée annuelle ou ordinaire des Actionnaires sont adoptées à la majorité simple des votes, quelle que soit la portion du capital représentée.

24.4. En outre, aucune décision ne sera valablement prise sans le consentement écrit et préalable du Gérant Commandité.

25. Assemblée générale extraordinaire

25.1. Une assemblée générale des Actionnaires pourra être convoquée pour modifier les Statuts, changer la nationalité de la Société ou augmenter les engagements des Actionnaires.

25.2. Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et, le cas échéant, les modifications apportées à l'objet et à la forme de la Société.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie une nouvelle assemblée des actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

Dans les deux assemblées des actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés, sous réserve de l'approbation du Gérant Commandité comme pour toutes décisions de l'assemblée générale des Actionnaires.

25.3. Néanmoins, les résolutions changeant la nationalité de la Société ou augmentant les engagements des Actionnaires ne pourront être adoptées qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et, le cas échéant, des obligataires.

26. Procès-verbaux

26.1. Les procès-verbaux des assemblées générales des Actionnaires seront signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et le scrutateur.

26.2. Des copies ou extraits de ceux-ci devront être signés par le Gérant Commandité pour pouvoir être produits devant les tribunaux.

Titre VI. - Exercice social, Distributions des bénéfices

27. Exercice social

27.1. L'exercice social de la Société commencera le premier juillet et se terminera le dernier jour de juin de l'année suivante.

27.2. Le Gérant Commandité établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, au Conseil de Surveillance qui commentera ces documents dans son rapport.

28. Approbation des comptes annuels

28.1. Aussi vite que possible après la fin de l'exercice social, le Gérant Commandité fournira aux Actionnaires une copie des comptes annuels audités de l'exercice précédent, établis conformément à la Loi.

28.2. Ces documents financiers seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale des Actionnaires, qui les examinera et, si elle l'estime opportun, les approuvera.

29. Droit de distribution des actions

29.1. Les profits audités non consolidés, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constitueront le bénéfice net de la Société pour cette période.

29.2. Du bénéfice annuel net ainsi déterminé de la Société, cinq pour cent (5%) seront obligatoirement prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société, augmenté ou réduit, tel que repris à tout moment à l'article 5 des Statuts.

29.3. Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société pour être distribués et où la Loi et les Statuts l'autorisent, le Gérant Commandité pourra proposer que les fonds disponibles restant soient distribués aux Actionnaires.

29.4. La décision de distribuer des fonds et la fixation du montant de cette distribution sera prise par le Gérant Commandité avec l'approbation de l'assemblée générale des Actionnaires.

29.5. Le Gérant Commandité est autorisé à verser des acomptes sur dividendes sous réserve des conditions établies par la Loi.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

30. Causes de dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite, de dissolution ou de liquidation de l'un des Actionnaires.

31. Liquidation

31.1. Sur proposition du Gérant Commandité, la Société pourra être dissoute par une décision des Actionnaires votant dans les mêmes conditions de quorum et de majorité qu'en cas de modification des présents Statuts, sous réserve de dispositions légales contraires.

31.2. Une fois la Société dissoute, il sera procédé à la liquidation par les soins de un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou des personnes morales) nommées par les Actionnaires, lesquels détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

31.3. Après paiement de toutes les dettes de et les charges à l'encontre de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera distribué aux actionnaires conformément à l'article 29 des Statuts au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.

Titre VIII. - Loi applicable, Définitions

32. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

33. Définitions

Affilié signifie, lorsque ce terme fait référence à une entité spécifique (a) toute entité qui, directement ou indirectement à travers un ou plusieurs Affilié(s), détient ou contrôle, est détenue ou est contrôlée par ou est sous un contrôle ou une propriété commune avec cette entité spécifique, (b) toute personne qui est un officier, un employé ou un administrateur de la personne spécifiée ou de ses Affiliés; pour les besoins de cette définition, une personne est présumée contrôler une entité si elle ou lui, ensemble avec ses Affiliés, détient plus de cinquante pour cent (50%) des titres émis comportant droit de vote, sauf pour les besoins de l'Article 8.2.2, où plus de cinquante pour cent (50%) doit être remplacé par cent pour cent (100%).

Jour Ouvrable signifie tout jour autre que le samedi, le dimanche ou un jour au cours duquel les banques commerciales situées au Grand-Duché de Luxembourg sont obligées ou autorisées à fermer.

Engagement signifie l'engagement total de l'Actionnaire de Classe A et des Actionnaires de Classe B d'acquiescer et/ou souscrire aux Actions de Classe A ou aux Actions de Classe B conformément à tout accord pouvant être conclu à tout moment, entre la Société, les Actionnaires et tous ceux qui deviendront Actionnaires de la Société.

Comité de Conseil des Investisseurs signifie le Comité de Conseil des Investisseurs qui à tout moment peut être constitué dans la Société conformément aux termes du Pacte d'Actionnaires.

Investisseur Qualifié signifie une société de bonne réputation et remplissant les conditions d'intégrité et de solvabilité, qui a les connaissances nécessaires, l'expérience et les moyens de comprendre les risques inhérents aux transactions basées sur les actions, prêts et autres instruments financiers et laquelle a la capacité financière de faire face à son Engagement dans la Société, comme évalué à sa seule discrétion et en toute bonne foi par le Gérant Commandité. Un investisseur est présumé ne pas être un Investisseur Qualifié si il ou l'entité contrôlant plus de cinquante pour cent (50%) de son capital social n'est pas un investisseur institutionnel (y compris les compagnies d'assurance et les organismes publics). Un Investisseur est présumé ne pas être un Investisseur Qualifié si cet Investisseur ou l'entité contrôlant plus de cinquante pour cent (50%) de son capital social a la nationalité d'un pays ou territoire ne collaborant pas (NCCTs) figurant sur la liste du Groupe d'Action Financière (FAFT ou GAFI), telle que modifiée à tout moment.

Pacte d'Actionnaires signifie le pacte d'actionnaires qui pourra être conclu à tout moment entre la Société, le Gérant Commanditaire et les Actionnaires.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 juin 2009.

Par dérogation à l'article 20 des statuts, la première assemblée générale des actionnaires se tiendra le 14 octobre 2009.

Souscription

Les parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, ont souscrit au nombre d'Actions et ont libéré en numéraire les montants ci-après énoncés:

Actions de Classe A:

European Hotel S.A.,

Actions souscrites: une (1) Action de Classe A

Paiement: un euro (EUR 1,-)

Actions de Classe B:

AXA Real Estate Investment Managers France S.A.,

Actions souscrites: trente mille cinq neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) Actions de Classe B

Paiement: trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 30.999,-)

Toutes les Actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Première assemblée générale extraordinaire

Les Actionnaires ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont immédiatement réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Sont appelés aux fonctions de membres du Conseil de Surveillance pour une durée maximale de six (6) ans; leur mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des Actionnaires de l'année 2013:

- M. Richard Mark Pinnock, Head of Finance and Business Administration, né le 27 décembre 1959 à Enfield, Angleterre, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au 7 Newgate Street EC1A 7NX, Londres, Royaume-Uni;

- M. Guillaume Eloi Théomède Spinner, Fund Administrator, né le 20 décembre 1973 à Clamart, France, demeurant professionnellement à Coeur Défense tour B, La Défense 4, 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cedex, France;

- Mme Céline Elisabeth Marie Lavallée, Corporate Finance manager, née le 26 février 1976 à Melun, France, demeurant professionnellement à Coeur Défense tour B, La Défense 4, 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cedex, France.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ quatre mille euros (EUR 4.000,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants connus du notaire instrumentant par leurs prénoms usuels, noms, états et demeures, ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Signé: N. GAUZES, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 avril 2008, LAC/2008/15658. — Reçu cent cinquante-cinq euros (155.- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008060126/220/976.

(080067242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Eurosquare 3TE S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 76.326.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Halsey Sàrl
Liquidateur
Signature

Référence de publication: 2008060474/6762/14.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2008, réf. LSO-CO00687. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Sustain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 23, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 110.062.

Il est requis l'inscription et la publication d'une modification au niveau des personnes constituant le Conseil d'administration, le tout comme suit:

«Il résulte du procès-verbal d'une assemblée générale tenue en date du 15 octobre 2007 au siège qu'il a été procédé aux décisions suivantes:

Les actionnaires prennent acte de la démission du sieur Laurent Rouach intervenue séance tenante.

Est nommée en remplacement du démissionnaire, la dame Isabelle Gredt, employée privée demeurant à L-1861 Luxembourg, 3, rue Nico Klopp, qui continuera ledit mandat jusqu'à achèvement.

Dès lors, la société sera engagée conformément aux stipulations statutaires. Toutefois, la personne en considération de laquelle l'autorisation d'établissement sera octroyée aura une signature conjointe obligatoire pour tout ce qui relève de l'objet autorisé.»

Pour extrait conforme au contenu du procès-verbal et pour réquisition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

Jeff KINTZELE / Paul GOETZINGER

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008060831/5915/24.

Enregistré à Luxembourg, le 18 mars 2008, réf. LSO-CO05142. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Alessana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 138.301.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundacht, den siebzehnten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Guy Harles, geboren am 4. Mai 1955 in Luxemburg, mit beruflicher Adresse in 14, rue Erasme, L-2010 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

ordnungsgemäß vertreten durch Frau Ute Bräuer, mit beruflicher Adresse in 14, rue Erasme, L-2010 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, kraft Vollmacht.

Nachdem die Vollmacht durch die Bevollmächtigte und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden sind, soll diese dieser Urkunde angehängt bleiben, um mit derselben eingetragen zu werden.

Solch erschienene Partei hat den Notar ersucht, die Gründungsurkunde einer société anonyme aufzunehmen, welche sie gründen möchte und deren Satzung folgendermaßen lauten soll:

A. Firma - Dauer - Zweck - eingetragener Sitz

Art. 1. Firma. Hierdurch besteht zwischen dem derzeitigen Inhaber der Aktien und/oder jeder anderen Person, die künftig Aktionär sein wird, eine Gesellschaft in Form einer société anonyme unter der Firma " Alessana S.A." (die "Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 3. Zweck.

3.1 Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Investment in bestehenden oder zu gründenden Rechtsgebilden im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland vor allem durch Zeichnung, käuflichen Erwerb, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldinstrumenten, Patenten und Lizenzen sowie die Verwaltung und Kontrolle eines solchen Portfolios.

3.2 Die Gesellschaft kann außerdem:

- jede Art von Sicherheit für die Erfüllung jeglicher eigener Verbindlichkeiten oder von Verbindlichkeiten jedes Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, oder von Verbindlichkeiten jedes beliebigen Verwaltungsratsmitglieds oder jedes anderen Organs oder Befugten der Gesellschaft oder eines Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, gewährleisten; und

- jedem Rechtsgebilde, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, Finanzmittel leihen oder dieses anderweitig unterstützen.

3.3 Die Gesellschaft kann jedwede Transaktionen vornehmen, welche direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Innerhalb dieses Zwecks kann die Gesellschaft insbesondere:

- Finanzmittel beschaffen, insbesondere durch Leihen in jeglicher Form oder durch Herausgabe jedes beliebigen Wertpapiers oder Schuldpapiers, einschließlich Obligationsscheinen, durch Annahme jedes anderen Investments oder durch Gewährung jedes beliebigen Rechts;

- sich an der Gründung, Entwicklung und/oder Kontrolle jedes Rechtsgebildes im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen; und

- als Partner/Gesellschafter mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für Schulden und Verbindlichkeiten jedes beliebigen Luxemburger oder ausländischen Rechtsgebildes handeln.

Art. 4 Sitz.

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrats verlegt werden.

4.3 Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

4.4 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Verwaltungsrats errichtet werden.

B. Aktienkapital - Aktien - Aktienverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Aktien

Art. 5. Aktienkapital.

5.1 Ausgegebenes Aktienkapital

5.1.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) bestehend aus einunddreißigtausend Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Aktie.

5.1.2 Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre erhöht werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen zu bezahlen sind, werden den bestehenden Aktionären/dem bestehenden Aktionär zuerst angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden solche Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen im Aktienkapital der Gesellschaft jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum, während dessen dieses bevorzugte Aktienbezugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an die Aktionäre/den Aktionär gesendeten Einschreibens betragen, welches die Eröffnung der Zeichnung ankündigt. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann jedoch die Hauptversammlung der Aktionäre, welche einberufen wurde, um (i) entweder über eine Erhöhung des Aktienkapitals der Gesellschaft (ii) oder über die dem Verwaltungsrat zu erteilende Ermächtigung, das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft zu erhöhen, zu bestimmen, das bevorzugte Aktienbezugsrecht der bestehenden Aktionäre/des bestehenden Aktionärs begrenzen oder aufheben oder den Verwaltungsrat ermächtigen, dies zu tun. Ein solcher Beschluss muss in der Weise gefasst werden wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.4 Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Aktienkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Hauptversammlung herabgesetzt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Aktienkapital der Gesellschaft ist in Aktien mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.3 Das Recht eines Aktionärs auf das Vermögen und die Gewinne der Gesellschaft ist proportional zu der Anzahl der von ihm im Aktienkapital der Gesellschaft gehaltenen Aktien.

6.4 Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Aktionär, falls anwendbar, oder jeden anderen Aktionär soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

6.5 Soweit gesetzlich vorgesehen und unter den gesetzlichen Bedingungen kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen oder zurücknehmen.

6.6 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

6.7 Bruchteilsaktien sollen auf einer anteilmäßigen Basis dieselben Rechte gewähren wie ganze Aktien, wobei aufgrund von Aktien nur dann Stimmrechte ausgeübt werden können, wenn die Anzahl der Bruchteilsaktien in eine oder mehrere Aktien zusammengefasst werden können. Falls Bruchteilsaktien bestehen, welche nicht zu einer Aktie zusammengefasst werden können, können aufgrund solcher Bruchteilsaktien keine Stimmrechte ausgeübt werden.

Art. 7. Aktienverzeichnis.

7.1 Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Aktionär eingesehen werden kann. Dieses Aktienverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Aktionärs, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Aktionär gehaltenen Aktien, die Angabe der auf diese Aktien geleisteten Zahlungen, jede Übertragung von Aktien und deren Datum gemäß Artikel 8.4 dieser Satzung sowie jedes über Aktien gewährte Sicherungsrecht.

7.2 Jeder Aktionär wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Aktionärs berufen.

Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Aktien.

8.1 Der Beweis des Eigentums an Aktien kann aufgrund der Eintragung eines Aktionärs im Aktienverzeichnis erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten eines Aktionärs werden Zertifikate dieser Eintragungen je nach Lage des Falles vom Präsidenten des Verwaltungsrats, von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern oder vom alleinigen Geschäftsführer herausgegeben und unterzeichnet.

8.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Wenn eine Aktie mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer der Aktie angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einer im Eigentum mehrerer Personen stehenden Aktie verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

8.3 Die Aktien sind unbeschadet gesetzlicher Bestimmungen frei übertragbar.

8.4 Möchte ein Aktionär Aktien an einen Nichtaktionär veräußern, so ist wie folgt zu verfahren:

Der veräußerungswillige Aktionär muss alle seine Aktien zunächst durch eingeschriebenen Brief den übrigen Aktionären zum Erwerb anbieten. Diese übrigen Aktionäre haben dem veräußerungswilligen Aktionär durch eingeschriebenen Brief binnen fünfzehn (15) Tagen nach Empfang dieser Mitteilung zu erklären, ob sie am Erwerb interessiert sind. Der Veräußerungswillige und die am Erwerb interessierten Aktionäre werden dann versuchen, sich über einen Kaufpreis zu einigen. Wenn sich die Aktionäre innerhalb einer Frist von fünfzehn (15) Tagen nach Zugang des Angebotes des veräußerungswilligen Aktionärs nicht über den Kaufpreis einigen können, werden sie unverzüglich einen Wirtschaftsprüfer oder eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft beauftragen, nach Anhörung der Beteiligten ein Gutachten über den angemessenen Kaufpreis der Aktien zu erstellen. Können sich die Aktionäre nicht binnen weiterer fünfzehn (15) Tage auf einen Wirtschaftsprüfer oder eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft einigen, so wird diese durch den Präsidenten des Bezirksgerichts Luxemburg bestimmt. Die Kosten des Gutachtens tragen die Beteiligten anteilig.

Der veräußerungswillige Aktionär hat innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erstattung des Gutachtens den am Erwerb interessierten Aktionären mitzuteilen, ob er bereit ist, die Aktien zu dem sich aus dem Gutachten des Sachverständigen ergebenden Kaufpreis zu veräußern.

Die am Erwerb interessierten Aktionäre haben dem veräußerungswilligen Aktionär binnen fünfzehn (15) Tagen, nachdem ihnen dieser seine Bereitschaft zur Veräußerung der Aktien erklärt hat, mitzuteilen, ob sie noch bereit sind, die Aktien zu dem aus dem Gutachten des Sachverständigen sich ergebenden Kaufpreis zu erwerben.

Das Erwerbsrecht kann nur bezüglich aller angebotenen Aktien ausgeübt werden. Üben mehrere Aktionäre das Erwerbsrecht aus, so gilt mangels einer anderweitigen Verständigung unter ihnen das Erwerbsrecht von den Aktionären als im Verhältnis ihrer bisherigen Beteiligung ausgeübt. Der Verkauf und die Zession der Aktien haben in schriftlicher Form binnen fünfzehn (15) Tagen nach Ausübung des Erwerbsrechts zu erfolgen.

Sind die Aktien nicht gemäß den vorstehenden Bestimmungen übernommen worden, obwohl der veräußerungswillige Aktionär bereit war, die Aktien zu dem sich aus dem Gutachten des Sachverständigen ergebenden Kaufpreis zu veräußern, so kann der Aktionär vorbehaltlich des unten genannten weiteren Vorkaufsrechts der übrigen Aktionäre die angebotenen Aktien innerhalb einer Frist von einem Jahr zu jedwedem Kaufpreis an einen oder mehrere Dritte veräußern.

Bevor jedoch eine Veräußerung an einen Dritten rechtswirksam werden kann, muß der veräußerungswillige Aktionär den übrigen Aktionären eine beglaubigte Abschrift des vorgesehenen Veräußerungsvertrages zuleiten, worauf diese übrigen Aktionäre ein weiteres Vorerwerbsrecht haben. Dieses Vorerwerbsrecht muss schriftlich ausgeübt werden, die Ausübungserklärung muß dem veräußerungswilligen Aktionär binnen einer Frist von fünfzehn (15) Tagen zugehen, nachdem der letzte der übrigen Aktionäre die beglaubigte Abschrift des vorgesehenen Veräußerungsvertrages erhalten hat.

Wird das Vorerwerbsrecht ausgeübt und besteht die Gegenleistung des ursprünglich vorgesehenen Erwerbers nicht in Geld, sondern in einer Sachleistung, ist der oder sind die vorerwerbende(n) Aktionäre berechtigt, statt der Sachleistung deren Geldwert, unter Zugrundelegung des Verkehrswertes, auszuzahlen, soweit die Parteien nichts anderes vereinbaren.

Wird das Vorerwerbsrecht nicht ausgeübt, ist der veräußerungswillige Aktionär berechtigt, während einer weiteren Frist von neunzig (90) Tagen seine Aktien insgesamt an den in Aussicht genommenen und den übrigen Aktionären mitgeteilten einen oder mehreren außenstehenden Erwerbern zu veräußern. Die Veräußerungsbedingungen dürfen nicht günstiger sein als jene, die in der beglaubigten Abschrift des vorgesehenen Veräußerungsvertrages enthalten sind, welcher den übrigen Aktionären zugeleitet worden ist. Die übrigen Aktionäre können verlangen, dass ihnen die Einhaltung der Bedingungen des vorgesehenen Veräußerungsvertrages nachgewiesen wird.

8.5 Jede Übertragung von Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten entweder durch die Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder von deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung ins Aktienverzeichnis oder durch Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung, gemäß derer jedes beliebige Verwaltungsratsmitglied die Übertragung in das Aktienverzeichnis eintragen kann, wirksam.

8.6 Die Gesellschaft kann durch jedes einzelne ihrer Verwaltungsratsmitglieder auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Aktienverzeichnis eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1 Die Aktionäre üben ihre kollektiven Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

9.2 Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, übt dieser die Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Aktionär" nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt ist, soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf die "Hauptversammlung der Aktionäre" als Verweis auf den „alleinigen Aktionär" gelesen werden.

9.3 Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

Art. 10. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Verwaltungsrat oder den/die satzungsmäßigen Buchprüfer, falls vorhanden, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird. 10.2

Auf schriftliches, die Tagesordnung enthaltendes und an den Verwaltungsrat oder den/die satzungsmäßigen Buchprüfer gerichtetes Ersuchen eines oder mehrerer Aktionäre, die zusammen zumindest 10 Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals repräsentieren, muss die Hauptversammlung der Aktionäre je nach Lage des Falles vom Verwaltungsrat oder von dem/den satzungsmäßigen Buchprüfer(n), falls vorhanden, einberufen werden, um innerhalb eines Zeitraums von einem (1) Monat ab Zugang des Ersuchens an dem Ort und zu der Zeit wie sie sich aus der Ladung zur Versammlung ergeben abgehalten zu werden.

10.3 Eine Jahreshauptversammlung der Aktionäre muss in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort wie er sich aus der Ladung ergibt an jedem dritten Donnerstag des Monats Mai um 11.00 Uhr abgehalten werden. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Je nach Lage des Falles muss der Verwaltungsrat oder der/die satzungsmäßige(n) Buchprüfer die Jahreshauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Abschluss der Gesellschaftskonten einberufen.

10.4 Die Ladung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär abzusenden.

10.5 Einer oder mehrere Aktionäre, die insgesamt mindestens zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren, können ersuchen, dass ein Punkt oder mehrere Punkte der Tagesordnung jeder beliebigen Hauptversammlung der Aktionäre zugefügt wird/werden. Dieses Ersuchen muss mindestens fünf (5) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum per Einschreiben an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft gesendet werden.

10.6 Wenn an einer Hauptversammlung der Aktionäre alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Hauptversammlung der Aktionäre ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 11. Abhalten von Hauptversammlungen der Aktionäre.

11.1 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wird und welche weder Aktionäre noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

11.2 In jeder Hauptversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.3 Quorum

Für das wirksame Handeln und die wirksame Beschlussfassung der Hauptversammlung der Aktionäre ist kein Quorum erforderlich, sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt.

11.4 Abstimmung

11.4.1 Jede Aktie gewährt unbeschadet gesetzlicher Vorschriften eine (1) Stimme.

11.4.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem vertretenen Anteil am Kapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

11.5 Ein Aktionär kann an jeder beliebigen Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person, Aktionär oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

11.6 Es wird vermutet, dass ein Aktionär, der an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Aktionär identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

11.7 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch ein unterzeichnetes Stimmformular, welches per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in dem Einberufungsschreiben genannte Adresse gesendet wird, abgeben. Die Aktionäre können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionär ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechenden Kästchen ankreuzt. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie vor der Hauptversammlung der Aktionäre, auf die sie sich beziehen, erhalten hat.

11.8 Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, damit sie an Hauptversammlungen der Aktionäre teilnehmen können.

Art. 12. Änderung der Satzung. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann diese Satzung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre abgeändert werden, welcher bei der ersten Abstimmung mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen in einer solchen Versammlung gefasst wird, an der zumindest die Hälfte des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft anwesend oder vertreten ist. Bei der zweiten Abstimmung wird der Beschluss ungeachtet des an der Versammlung anwesenden oder vertretenen Kapitalanteils mit einer Zweidrittelmehrheit der in der Versammlung gültig abgegebenen Stimmen gefasst. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

Art. 13. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann der Verwaltungsrat jede bereits begonnene Hauptversammlung der Aktionäre einschließlich jeder zu einer Satzungsänderung einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine bereits begonnene Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder von mehreren Aktionären beantragt wird, welche insgesamt mindestens zwanzig Prozent (20%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Durch eine solche Vertagung einer bereits begonnenen Hauptversammlung der Aktionäre wird jeder in dieser Versammlung bereits getroffene Beschluss wieder aufgehoben.

Art. 14. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

14.1 Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Aktionär, der das ersucht, unterzeichnet wird.

14.2 Der alleinige Aktionär, soweit anwendbar, muss ebenfalls ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

14.3 Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder müssen

je nach Lage des Falles durch den Verwaltungsratspräsidenten, durch zwei beliebige Verwaltungsratsmitglieder oder durch den alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.

15.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, dessen Mitglieder nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

15.2 Falls die Gesellschaft jedoch durch einen einzigen Aktionär gegründet wird oder wenn in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, kann die Gesellschaft durch einen alleinigen Geschäftsführer verwaltet werden bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre, die der Erkenntnis der Gesellschaft nachfolgt, dass es mehrere Aktionäre gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt ist, soll ein in dieser Satzung genannter Verweis auf den "Verwaltungsrat" als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer" gelesen werden.

15.3 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Handlungen.

15.4 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften in seiner abgeänderten Fassung können die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder anderen Personen, ob sie Aktionäre sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Verwaltungsratsbeschluss festgesetzt.

15.5 Die Gesellschaft kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

Art. 16. Zusammensetzung des Verwaltungsrates.

16.1 Der Verwaltungsrat setzt sich unbeschadet des Artikels 15.2 dieser Satzung aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammen.

16.2 Der Verwaltungsrat muss aus seiner Mitte einen Verwaltungsratspräsidenten wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Aktionär noch Mitglied des Verwaltungsrats sein muss.

Art. 17. Wahl und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern und Amtszeit.

17.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt.

17.2 Wenn eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied gewählt wird, muss diese eine natürliche Person als dauernden Vertreter benennen, welche diese Rolle im Namen und für Rechnung der juristischen Person ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren dauernden Vertreter abberufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann der dauernde Vertreter nur eines (1) Verwaltungsratsmitglieds sein und kann nicht gleichzeitig auch das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds innehaben.

17.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

17.4 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds kann nicht länger als sechs (6) Jahre betragen, und jedes Verwaltungsratsmitglied muss sein Amt weiter ausüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 18. Verhinderung eines Verwaltungsratsmitglieds.

18.1 Wenn das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds wegen Todes, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Ausscheidens oder aus einem anderem Grund unbesetzt ist, kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, in welcher die Aktionäre, wenn dies für geeignet erachtet wird, über eine dauerhafte Besetzung bestimmen.

18.2 Wenn im Falle von mehreren Aktionären die Gesamtanzahl der Verwaltungsratsmitglieder unter drei (3) oder unter eine sich eventuell aus dieser Satzung ergebende höhere Mindestzahl fällt, so muss diese freie Stelle unverzüglich entweder durch die Hauptversammlung der Aktionäre oder vorübergehend durch die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, welche über die dauerhafte Besetzung bestimmt.

18.3 Wenn die Verhinderung im Amt des alleinigen Geschäftsführers entsteht, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 19. Einberufung zu Verwaltungsratssitzungen.

19.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

19.2 Die Verwaltungsratsmitglieder müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Verwaltungsratssitzung per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Verwaltungsratsmitglieds per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Verwaltungsratssitzungen nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß dieser Satzung.

Art. 20. Verlauf von Verwaltungsratssitzungen.

20.1 Verwaltungsratssitzungen werden durch den Präsidenten des Verwaltungsrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als vorübergehenden Präsidenten ernennen.

20.2 Quorum

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder an der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

20.3 Abstimmung

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Verwaltungsratssitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Der Präsident soll keine entscheidende Stimme haben.

20.4 Ein Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

20.5 Es wird vermutet, dass ein Verwaltungsratsmitglied, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist. Es wird vermutet, dass eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten wurde.

20.6 Der Verwaltungsrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Verwaltungsratsmitglieder auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

20.7 Unbeschadet etwaiger gesetzlicher Vorschriften muss jedes Verwaltungsratsmitglied, das an einer Transaktion, die dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss vor Fassen jedweden Beschlusses betreffend einen Tagesordnungspunkt über einen solchen Interessenkonflikt informiert werden. Wenn die Gesellschaft einen einzigen Geschäftsführer hat und dieser Geschäftsführer in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenkonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden.

Art. 21. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen.

21.1 Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident soll ein Protokoll über jede Verwaltungsratssitzung aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

21.2 Der alleinige Geschäftsführer, soweit anwendbar, soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

21.3 Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, sollen, je nach Lage des Falles, vom Verwaltungsratspräsidenten, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

Art. 22. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftsbefugnis durch den Verwaltungsrat oder den alleinigen Geschäftsführer übertragen worden ist. In den Grenzen des Tagesgeschäfts wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/

denen diese Befugnis in Verbindung mit dem Tagesgeschäft der Gesellschaft gemäß den Regeln dieser Übertragung allein oder gemeinschaftlich handelnd übertragen wurde.

E. Aufsicht

Art. 23. Satzungsmäßige(r) Buchprüfer - unabhängige(r) Buchprüfer.

23.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt, welche Aktionäre sind oder nicht.

23.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre soll die Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen, welche nicht mehr als sechs (6) Jahre betragen darf. Ein ehemaliger oder derzeitiger satzungsmäßiger Buchprüfer kann von der Hauptversammlung der Aktionäre wieder ernannt werden.

23.3 Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

23.4 Im Falle einer Verringerung der Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer durch Versterben oder auf andere Weise um mehr als die Hälfte muss der Verwaltungsrat die Hauptversammlung der Aktionäre unverzüglich einberufen, um die freigewordene(n) Stelle(n) zu besetzen.

23.5 Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbegrenztes Recht stetiger Aufsicht und Kontrolle über alle Geschäfte der Gesellschaft.

23.6 Die satzungsmäßigen Buchprüfer können durch einen Experten unterstützt werden, um die Bücher und Konten der Gesellschaft zu prüfen. Dieser Experte muss von der Gesellschaft genehmigt sein.

23.7 Im Falle einer Mehrheit satzungsmäßiger Buchprüfer bilden diese einen Rat satzungsmäßiger Buchprüfer, welcher aus seiner Mitte einen Präsidenten wählen muss. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Aktionär noch satzungsmäßiger Buchprüfer sein muss. Betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Rats satzungsmäßiger Buchprüfer sollen die in dieser Satzung genannten Regeln betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Verwaltungsratssitzungen anwendbar sein.

23.8 Wenn die Gesellschaft zwei (2) der drei (3) im ersten Absatz des Artikels 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen genannten Kriterien während des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraums überschreitet, wird/werden der/die satzungsmäßigen Buchprüfer durch einen oder mehrere unabhängige Buchprüfer ersetzt, welcher/welche unter den Mitgliedern des Institut des réviseurs d'entreprises gewählt wird/werden und welcher/welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wird/werden, die dessen/deren Amtszeit bestimmt.

F. Geschäftsjahr - gewinne - Zwischendividenden

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 25. Gewinne.

25.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft beträgt.

25.2 Die durch einen Aktionär an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Aktionär dieser Zuführung zustimmt.

25.3 Im Falle einer Herabsetzung des Aktienkapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals nicht übersteigt.

25.4 Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Verwaltungsrat wird die Hauptversammlung der Aktionäre beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und dieser Satzung verwendet werden soll.

Art. 26. Zwischendividenden. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden zahlen.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse der und Zahlung an die Liquidatoren bestimmt.

H. Anwendbares recht

Art. 28. Anwendbares Recht. Die Satzung und ihre Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburger Recht. Alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung bestimmt werden.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

- 2) Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre soll im Jahr 2009 abgehalten werden.
- 3) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Der zeichnende Aktionär hat die auszugebenden Aktien wie folgt gezeichnet:

Herr Guy Harles, vorbenannt,

zahlte einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) gegen Zeichnung von einunddreißigtausend (31.000) Aktien.

Alle Aktien sind ganz in Bar eingezahlt worden, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) von jetzt an der Gesellschaft zur Verfügung steht wie es dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er das Vorliegen der in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der abgeänderten Fassung genannten Voraussetzungen geprüft hat, und erklärt ausdrücklich, dass sie alle erfüllt sind.

Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen oder Belastungen welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstanden sind oder die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen werden sollen, werden auf EUR 1.900,- geschätzt.

Hauptversammlung der Aktionäre

Der Gründungsaktionär, welcher das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft repräsentiert, hat sofort folgende Beschlüsse gefasst.

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf einen (1) festgesetzt und die Zahl der satzungsmäßigen Buchprüfer auf einen (1).

2. Die folgende Person wird als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ernannt:

- Herr Guy Harles, geboren am 4. Mai 1955 in Luxemburg, mit beruflicher Adresse in 14, rue Erasme, L-2010 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

3. Die folgende Person wird als satzungsmäßiger Buchprüfer der Gesellschaft ernannt:

Pierre Richa & Partners S.A., Société Fiduciaire, CH- 1207 Genf

4. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder und des satzungsmäßigen Buchprüfers soll an dem Zeitpunkt enden, an dem die Hauptversammlung der Aktionäre/der alleinige Aktionär, je nach Lage des Falles, über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2008 bestimmt, oder an jedem anderen, von der Hauptversammlung der Aktionäre/vom alleinigen Aktionär, je nach Lage des Falles, festgesetzten Zeitpunkt vor diesem Datum.

5. Die Anschrift des Gesellschaftssitzes ist 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat die Bevollmächtigte diese originale Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: U. BRÄUER - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2008. LAC/2008/17296. Reçu à 0,50%: cent cinquante-cinq euros (EUR 155,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABLICHTUNG, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt-

Luxemburg, den siebten Mai zweitausend acht.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008060917/242/462.

(080067533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Homac Aviation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 212, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 52.018.

Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Février 2008

L'an deux mille huit, le vingt-sept février,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de «HOMAC AVIATION S.A.», R.C. Luxembourg B Numéro 52 018, ayant son siège social à Luxembourg constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 31 juillet 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 546 du 25 octobre 1995.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 3 octobre 2006.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Paul HOEGEN, CEO, demeurant 212, rue Principale, L-5366 Munsbach.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Anabela DA SILVA FERREIRA, employée privée, avec adresse professionnelle au 212, rue Principale, L-5366 Munsbach.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Christian HEINZMANN, employé privé, avec adresse professionnelle au 212, rue Principale, L-5366 Munsbach.

Monsieur Le Président expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros (EUR) chacune constituant l'intégralité du capital social de cent vingt-cinq mille (125.000,-) euros (EUR) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jours, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Révocation d'un administrateur.
2. Nomination d'un nouvel administrateur.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Monsieur Jan-Eric PUTZE, employé privé, demeurant à Grabenstrasse 5, D-65795 Hatterfheim est révoqué de son poste d'administrateur.

Deuxième résolution

Monsieur Christian HEINZMANN, employé privé, née le 2 avril 1953 à Anvers, demeurant rue de Diekirch, L-7220 Walferdange est nommé comme nouvel administrateur de la société pour un terme de six ans.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à onze heures trente.

DONT ACTE, fait et passé à Munsbach, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants,

Ceux-ci ont signé la présente minute.

Paul HOEGEN / Anabela DA SILVA F. / Christian HEINZMANN.

Référence de publication: 2008060863/8967/50.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mai 2008, réf. LSO-CQ02276. - Reçu 166,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Tamper Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 58.750.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 mai 2008.

Pour TAMPER TECHNOLOGY S.A.

Signature

Référence de publication: 2008060486/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2008, réf. LSO-CP09348. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

B.B. Finco, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 119.069.

Le bilan au 31.12.2006 (nouvelle proposition et affectation du résultat de l'exercice) qui annule et remplace le dépôt fait en date du 26/07/2007 réf: B119069 - LO70097600.04 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008060477/43/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 avril 2008, réf. LSO-CP09902. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Generali Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 86.432.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008059800/1024/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01178. - Reçu 150,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2008.

Bergerat Monnoyeur, Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlinge, 4A, Zone d'Activités «Am Brill».
R.C.S. Luxembourg B 7.557.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 3 mars 2008

Le conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Olivier Guyot, résidant en Belgique en tant que délégué à la gestion journalière de la société et décide de lui retirer tout pouvoir de signature avec effet au 3 mars 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008060369/534/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00584. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Orion Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 65.588.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 mai 2008.

Pour ORION PARTICIPATIONS S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008060482/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2008, réf. LSO-CP09338. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080066966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.
